



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Vehicles & Industrial Products Division
140 O'Connor, Tower East
4th Floor
140 O'Connor, Tour Est
4ème étage
Ottawa
Ontario
K1A 0S5

Title - Sujet OSCER Vehicle Véhicule CPICU	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8476-226514/A	Date 2021-09-14
Client Reference No. - N° de référence du client W8476-226514	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$HP-912-80394	
File No. - N° de dossier hp912.W8476-226514	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2021-10-25 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Pearson, Neil	Buyer Id - Id de l'acheteur hp912
Telephone No. - N° de téléphone (613) 462-6793 ()	FAX No. - N° de FAX (613) 943-7620
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 Besoin
- 1.2 Compte rendu
- 1.3 Processus de conformité des soumissions en phases
- 1.4 Service Connexion postal

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentation des soumissions
- 2.3 Demandes de renseignements en période de soumission
- 2.4 Lois applicables
- 2.5 Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions
- 2.6 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1 Instruction pour la préparation des soumissions – soumissions électronique

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET BASE DE SÉLECTION

- 4.1 Procédures d'évaluation
- 4.2 Méthode de sélection

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

- 5.1 Attestations exigées avec la soumission
- 5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 6.1 Besoin
- 6.2 Clauses et conditions uniformisées
- 6.3 Durée du contrat
- 6.4 Responsables
- 6.5 Paiement
- 6.6 Instructions relatives à la facturation
- 6.7 Attestations
- 6.8 Lois applicables
- 6.9 Ordre de priorité des documents

6.10 Clauses du guide des CCUA

6.11 Inspection et acceptation

6.12 Préparation en vue de la livraison

6.13 Instructions d'expédition- livraison à destination

6.14 Documents de sortie - distribution

6.15 Réunion postérieure à l'attribution du contrat / Réunion de pré-production

6.16 Rapports périodiques

6.17 Outils et équipement en vrac

6.18 Matériel

6.19 Modification de conception

6.20 Interchangeabilité

6.21 Conditionnement

6.22 Service à la livraison

6.23 Avis de rappel de véhicules

6.24 Règlement des différends

Pièces jointes

Annexe «A» - Prix

Annexe «B» - Description d'achat - CPICU

Annexe «C» - Matrice évaluation technique – CPICU

Annexe «D» - de la Partie 3 de la Demande de soumissions - Instrument de paiement électronique

Annexe «E» - de la Partie 5 de la Demande de soumissions - Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Besoin

Le Canada invite les fournisseurs à présenter des propositions pour ce qui suit:

1.1.1 Quantité dix-huit (18), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires tel que décrit à l'Annexe "A" Prix et conformément à l'Annexe "B" - Description d'achat - CPICU.

1.1.2 Options irrévocables énumérées à l'Annexe "A"- Prix.

1.1.2.1 Les options ne pourront être exercées que par l'autorité contractante et sera confirmées, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

1.1.2.2 Les options peuvent être exercées en totalité ou en partie et à plus d'une occasion à la discrétion du Canada, jusqu'à concurrence de la quantité indiquée à l'Annexe "A"- Prix.

1.1.2.3 Les options peuvent être exercées dans les douze (12) mois suivant l'octroi du contrat.

1.2 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu sur les résultats de la demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception de l'avis les informant que leur soumission n'a pas été retenue. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.3 Processus de conformité des soumissions en phases

Le Processus de conformité des soumissions en phases (« PCSP ») s'applique à ce besoin.

1.4 Service Connexion postal

Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et la partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2020-05-28) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Les instructions uniformisées 2003 sont modifiées comme suit :

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : deux cent soixante-dix (270) jours

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués dans la demande de soumissions.

Remarque : Pour les soumissionnaires qui choisissent de présenter leurs soumissions en utilisant Connexion postel pour la clôture des soumissions à l'Unité de réception des soumissions dans la région de la capitale nationale, l'adresse de courriel est la suivante :

tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'indiqué dans les instructions

uniformisées 2003 ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postal si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal.

Pour transmettre une soumission à l'aide du service Connexion postal, le soumissionnaire doit utiliser une des deux options suivantes :

- i. envoyer directement sa soumission uniquement au Module de réception des soumissions précisé de TPSGC à l'aide de sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal en vigueur entre son entreprise et la Société canadienne des postes; ou
- ii. envoyer dès que possible, et, en tout cas, au moins six jours ouvrables avant la date de clôture de la demande de soumissions (pour permettre la certitude d'une réponse), un courriel qui contient le numéro de la demande de soumissions au Module de réception des soumissions précisé de TPSGC pour demander d'ouvrir une conversation Connexion postal. Les demandes d'ouverture de conversation Connexion postal reçues après cette date pourraient rester sans réponse.

2.3 Demandes de renseignements en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en *Ontario* et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis, l'énoncé des travaux ou la description d'achats contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard sept (7) jours civil avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

2.6 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
- Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les fournisseurs devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions – soumissions électronique

Le Canada demande que le soumissionnaire présente sa soumission conformément à l'article 08 des Instructions uniformisées 2003. Le service Connexion postal a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.

Le Canada demande que les documents de la soumission soient identifiés, groupés et présentés en sections distinctes comme suit :

Section I : Soumission technique

Section II : Soumission financière

Section III : Attestations

En raison de la nature de la demande de propositions, la transmission des soumissions par courrier/messagerie à TPSGC Module de réception des soumissions (MRS) ne sera pas acceptée.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Les soumissionnaires devraient compléter et soumettre avec leur soumissions ce qui suit;

- Annexe "C" – Matrice Évaluation technique - CPICU

3.1.1 Produits de remplacement et solutions de rechange

Les soumissionnaires peuvent proposer des produits de remplacement et des solutions de rechange où équivalent est indiqué dans la description technique du besoin (Description d'achat/Énoncé du besoin/Énoncé des travaux). Les offrants / fournisseurs sont incités à proposer des solutions écologiques chaque fois que possible.

1. Les produits de remplacement et les solutions de rechange qui sont équivalents sur le plan de la forme, de l'ajustage, de la fonction et du rendement seront pris en considération par l'autorité technique lorsque le soumissionnaire :

- (a) Indique clairement un produit de remplacement et/ou une solution de rechange;
- (b) indique la marque, le modèle et/ou le numéro de pièce du produit de remplacement et/ou du produit, s'il y a lieu;
- (c) déclare que le produit de remplacement est entièrement interchangeable avec l'article indiqué dans la description technique du besoin;
- (d) fournit les caractéristiques complètes et les brochures, s'il y a lieu;
- (e) présente une déclaration de conformité comprenant les caractéristiques techniques qui montrent que le produit de remplacement et/ou la solution de rechange répondent à toutes les exigences techniques indiquées dans la description technique du besoin;
- (f) indique clairement les parties dans le libellé d'achat et dans les brochures qui confirment que le produit de remplacement et/ou la solution de rechange sont conformes aux exigences techniques.

2. Les produits de remplacement et les solutions de rechange qui sont offerts comme étant équivalents sur le plan de la forme, de l'ajustage, de la fonction et du rendement ne seront pas pris en considération par l'autorité technique si :

- (a) la soumission ne fournit pas toute l'information requise pour permettre à l'autorité technique d'évaluer pleinement l'équivalence du produit; ou
- (b) le produit de remplacement et/ou la solution de rechange ne répondent pas aux exigences techniques précisées dans la description technique du besoin.

Section II: Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement à la partie 6 et à l'annexe A - Prix.



3.1.2 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe «D» Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe «D» Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.3 Fluctuation du taux de change - Atténuation des risques

1. Le soumissionnaire peut demander au Canada d'assumer les risques et les avantages liés aux fluctuations du taux de change. Si le soumissionnaire demande un rajustement du taux de change, cette demande doit être clairement indiquée dans la soumission au moment de sa présentation. Le soumissionnaire doit présenter le formulaire [PWGSC-TPSGC 450](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/450-fra.html)  (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/450-fra.html>), Demande de rajustement du taux de change, avec sa soumission, et indiquer le montant en monnaie étrangère en dollars canadiens pour chaque article pour lequel un rajustement du taux de change est demandé.
2. Le montant en monnaie étrangère est défini comme la portion du prix ou du taux qui varie directement en fonction des fluctuations du taux de change. Ce montant devrait comprendre l'ensemble des taxes, des droits et des autres coûts payés par le soumissionnaire et qui seront compris dans le montant de rajustement.
3. Le prix total payé par le Canada sur chaque facture sera rajusté au moment du paiement, selon le montant en monnaie étrangère et la disposition relative à la fluctuation du taux de change du contrat. Le rajustement du taux de change sera uniquement appliqué lorsque la fluctuation du taux de change varie de plus de 2% (augmentation ou diminution).
4. Au moment de la soumission, le soumissionnaire doit remplir les colonnes (1) à (4) du formulaire [PWGSC-TPSGC 450](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/450-fra.html)  (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/450-fra.html>) pour chaque article pour lequel il veut se prévaloir de la disposition relative à la fluctuation du taux de change. Lorsque les soumissions sont évaluées en dollars canadiens, les valeurs indiquées dans la colonne (3) devraient aussi être en dollars canadiens, afin que le montant du rajustement soit présenté dans la même devise que le paiement.
5. Aux fins de la présente disposition relative à la fluctuation du taux de change, les autres taux ou calculs proposés par le soumissionnaire ne seront pas acceptés.

Section III: Attestations

Les fournisseurs doivent présenter les attestations exigées à la PARTIE 5 - ATTESTATIONS.

Section IV: Renseignements supplémentaires

Le Canada demande que les fournisseurs présentent les renseignements suivants :

3.1.4 Livraison

Quantité ferme

Bien que la livraison de tous véhicule(s) soit demandée pour le ou avant le 15 mars 2023, la livraison la plus hâtive pouvant être offerte est la suivante:

Article 001 – Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires seront livrées dans les _____ jours civils suivant la date d'octroi du contrat.

Article 002 – Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires seront livrées dans les _____ jours civils suivant la date d'octroi du contrat.

Article 003 – Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires seront livrées dans les _____ jours civils suivant la date d'octroi du contrat.

Article 004 – Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires seront livrées dans les _____ jours civils suivant la date d'octroi du contrat.

Article 005 – Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires seront livrées dans les _____ jours civils suivant la date d'octroi du contrat.

Article 006 – Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires seront livrées dans les _____ jours civils suivant la date d'octroi du contrat.

Article 007 – Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires seront livrées dans les _____ jours civils suivant la date d'octroi du contrat.

Article 008 – Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires seront livrées dans les _____ jours civils suivant la date d'octroi du contrat.

Article 009 – Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires seront livrées dans les _____ jours civils suivant la date d'octroi du contrat.

Article 010 – Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires seront livrées dans les _____ jours civils suivant la date d'octroi du contrat.

Article 011 – Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires seront livrées dans les _____ jours civils suivant la date d'octroi du contrat.

Article 012 – Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires seront livrées dans les _____ jours civils suivant la date d'octroi du contrat.

Article 013 – Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires seront livrées dans les _____ jours civils suivant la date d'octroi du contrat.

Article 014 – Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires seront livrées dans les _____ jours civils suivant la date d'octroi du contrat.

Article 015 – Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires seront livrées dans les _____ jours civils suivant la date d'octroi du contrat.

Article 016 – Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires seront livrées dans les _____ jours civils suivant la date d'octroi du contrat.

Article 017 – Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires seront livrées dans les _____ jours civils suivant la date d'octroi du contrat.

Article 018 – Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires seront livrées dans les _____ jours civils suivant la date d'octroi du contrat.

Quantité optionnelle

Si une option est exercée, la livraison la plus hâtive pouvant être offerte est la suivante:

Article 019 – Jusqu'à quatre (4), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires seront livrés dans les _____ jours civils suivant la date d'exercice de l'option.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.
- c) Le Canada appliquera le Processus de conformité des soumissions en phases décrit ci-dessous.

4.1.1 Processus de conformité des soumissions en phases

4.1.1.1 (19-07-2018) Généralités

- (a) Pour ce besoin, le Canada applique le PCSP tel que décrit ci-dessous.
- (b) Nonobstant tout examen par le Canada aux phases I ou II du Processus, les soumissionnaires sont et demeureront les seuls et uniques responsables de l'exactitude, de l'uniformité et de l'exhaustivité de leurs soumissions, et le Canada n'assume, en vertu de cet examen, aucune obligation ni de responsabilité envers les soumissionnaires de relever, en tout ou en partie, toute erreur ou toute omission, dans les soumissions ou en réponse à toute communication provenant d'un soumissionnaire.

LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT QUE LES EXAMENS LORS DES PHASES I ET II DU PRÉSENT PROCESSUS NE SONT QUE PRÉLIMINAIRES ET N'EMPÊCHENT PAS QU'UNE SOUMISSION SOIT NÉANMOINS JUGÉE NON RECEVABLE À LA PHASE III, ET CE, MÊME POUR LES EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN AUX PHASES I OU II, ET MÊME SI LA SOUMISSION AURAIT ÉTÉ JUGÉE RECEVABLE À UNE PHASE ANTÉRIEURE. LE CANADA PEUT DÉTERMINER À SA DISCRÉTION QU'UNE SOUMISSION NE RÉPOND PAS À UNE EXIGENCE OBLIGATOIRE À N'IMPORTE QUELLE DE CES PHASES. LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT ÉGALEMENT QUE MALGRÉ LE FAIT QU'IL AIT FOURNI UNE RÉPONSE À UN AVIS OU À UN RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ (REC) (TEL QUE CES TERMES SONT DÉFINIS PLUS BAS) QU'IL EST POSSIBLE QUE CETTE RÉPONSE NE SUFFISE PAS POUR QUE SA SOUMISSION SOIT JUGÉE CONFORME AUX AUTRES EXIGENCES OBLIGATOIRES.

- (c) Le Canada peut, à sa propre discrétion et à tout moment, demander et recevoir de

l'information de la part du soumissionnaire afin de corriger des erreurs ou des lacunes administratives dans sa soumission, et cette nouvelle information fera partie intégrante de sa soumission. Ces erreurs pourraient être, entre autres : une signature absente; une case non cochée dans un formulaire; une erreur de forme; l'omission d'un accusé de réception, du numéro d'entreprise d'approvisionnement ou même les coordonnées des personnes-ressources, c'est-à-dire leurs noms, leurs adresses et les numéros de téléphone; ou encore des erreurs d'inattention dans les calculs ou dans les nombres, et des erreurs qui n'affectent en rien les montants que le soumissionnaire a indiqué pour le prix ou pour tout composant du prix. Ainsi, le Canada a le droit de demander ou de recevoir toute information après la date de clôture de l'invitation à soumissionner uniquement lorsque l'invitation à soumissionner permet ce droit expressément. Le soumissionnaire disposera alors d'un délai indiqué pour fournir l'information requise. Toute information fournie hors délais sera refusée.

- (d) Le PCSP ne limite pas les droits du Canada en vertu du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2003 (04-03-2019) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période de soumission ou après la clôture de cette dernière, lorsque la demande de soumissions confère expressément ce droit au Canada, ou dans les circonstances décrites au paragraphe (c).
- (e) Le Canada enverra un Avis ou un REC selon la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. Le soumissionnaire doit soumettre sa réponse par la méthode stipulée dans l'Avis ou le REC. Les réponses sont réputées avoir été reçues par le Canada à la date et à l'heure qu'elles ont été livrées au Canada par la méthode indiquée dans l'Avis ou le REC et à l'adresse qui y figure. Un courriel de réponse autorisé dans l'Avis ou le REC est réputé reçu par le Canada à la date et à l'heure auxquelles il a été reçu dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'Avis ou le REC. Un Avis, ou un REC, envoyé par le Canada au soumissionnaire à l'adresse fournie par celui-ci dans la soumission ou après l'envoi de celle-ci est réputé avoir été reçu par le soumissionnaire à la date à laquelle il a été envoyé par le Canada. Le Canada n'assume aucune responsabilité envers les soumissionnaires pour les soumissions retardataires, peu importe la cause.

4.1.1.2 (13-03-2018)

Phase I: Soumission financière:

- (a) Après la date et l'heure de clôture de cette demande de soumissions, le Canada examinera la soumission pour déterminer si elle comporte une soumission financière et si celle-ci contient toute l'information demandée par la demande de soumissions. L'examen par le Canada à la phase I se limitera à déterminer s'il y manque des informations exigées par la demande de soumissions à la soumission financière. Cet

examen n'évaluera pas si la soumission financière répond à toute norme ou si elle est conforme à toutes les exigences de la demande.

- (b) L'examen par le Canada durant la phase I sera effectué par des fonctionnaires du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada.
- (c) Si le Canada détermine, selon sa discrétion absolue, qu'il n'y a pas de soumission financière ou qu'il manque toutes les informations demandées dans la soumission financière, la soumission sera alors jugée non recevable et sera rejetée.
- (d) Pour les soumissions autres que celles décrites au paragraphe (c), Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire (« Avis ») identifiant où la soumission financière manque d'informations. Un soumissionnaire dont la soumission financière a été jugée recevable selon les exigences examinées lors de la phase I ne recevra pas d'Avis. De tels soumissionnaires n'auront pas le droit de soumettre de l'information supplémentaire relativement à leur soumission financière.
- (e) Les soumissionnaires qui ont reçu un Avis bénéficieront d'un délai indiqué dans l'Avis (la « période de grâce ») pour redresser les points indiqués dans l'Avis en fournissant au Canada, par écrit, l'information supplémentaire ou une clarification en réponse à l'Avis. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf dans les circonstances et conditions stipulées expressément dans l'avis.
- (f) Dans sa réponse à l'Avis, le soumissionnaire n'aura le droit de redresser que la partie de sa soumission financière indiquée dans l'Avis. Par exemple, lorsque l'Avis indique qu'un élément a été laissé en blanc, seule l'information manquante pourra ainsi être ajoutée à la soumission financière, excepté dans les cas où l'ajout de cette information entraînera nécessairement la modification des calculs qui ont déjà été présentés dans la soumission financière (p. ex. le calcul visant à déterminer le prix total). Les rajustements nécessaires devront alors être mis en évidence par le soumissionnaire et seuls ces rajustements pourront être effectués. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (g) Toute autre modification apportée à la soumission financière soumise par le soumissionnaire sera considérée comme une nouvelle information et sera rejetée. Aucun changement ne sera autorisé à une quelconque autre section de la soumission du soumissionnaire. L'intégralité de l'information soumise conformément aux exigences de cette demande de soumissions en réponse à l'Avis remplacera **uniquement** la partie de la soumission financière originale telle qu'autorisée ci-dessus et sera utilisée pour le reste du processus d'évaluation des soumissions.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission financière est recevable pour les exigences examinées à la phase I, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la

clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission financière n'est pas jugée recevable au regard des exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.

- (i) Seules les soumissions jugées recevables conformément aux exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada seront examinées à la phase II.

4.1.1.3 (13-03-2018) Phase II : Soumission technique

- (a) L'examen par le Canada au cours de la phase II se limitera à une évaluation de la soumission technique afin de vérifier si le soumissionnaire a respecté toutes les exigences obligatoires d'admissibilité. Cet examen n'évalue pas si la soumission technique répond à une norme ou répond à toutes les exigences de la soumission. Les exigences obligatoires d'admissibilité sont les critères techniques obligatoires tels qu'ainsi décrits dans la présente demande de soumissions comme faisant partie du Processus de conformité des soumissions en phases. Les critères techniques obligatoires qui ne sont pas identifiés dans la demande de soumissions comme faisant partie du PCSP ne seront pas évalués avant la phase III.
- (b) Le Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire REC précisant les exigences obligatoires d'admissibilité que la soumission n'a pas respectée. Un soumissionnaire dont la soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II recevra un REC qui précisera que sa soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II. Le soumissionnaire en question ne sera pas autorisé à soumettre des informations supplémentaires en réponse au REC.
- (c) Le soumissionnaire disposera de la période de temps précisée dans le REC (« période de grâce ») pour remédier à l'omission de répondre à l'une ou l'autre des exigences obligatoires d'admissibilité inscrites dans le REC en fournissant au Canada, par écrit, des informations supplémentaires ou des clarifications en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf, dans les circonstances et conditions expressément prévues par le REC.

- (d) La réponse du soumissionnaire doit adresser uniquement les exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le rapport d'évaluation de conformité (REC) et considérées comme non accomplies, et doit inclure uniquement les renseignements nécessaires pour ainsi se conformer aux exigences. Toutefois, dans le cas où une réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC entraînera nécessairement la modification d'autres renseignements qui sont déjà présents dans la soumission, les rajustements nécessaires devront être mis en évidence par le soumissionnaire. La réponse au REC ne doit pas inclure de changement à la soumission financière. Toute autre information supplémentaire qui n'est pas requise pour se conformer aux exigences ne sera pas prise en considération par le Canada.
- (e) La réponse du soumissionnaire au REC devra spécifier, pour chaque cas, l'exigence obligatoire d'admissibilité du REC à laquelle elle répond, notamment en identifiant le changement effectué dans la section correspondante de la soumission initiale, et en identifiant dans la soumission initiale les modifications nécessaires qui en découlent. Pour chaque modification découlant de la réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC, le soumissionnaire doit expliquer pourquoi une telle modification est nécessaire. Il n'incombe pas au Canada de réviser la soumission du soumissionnaire; il incombe plutôt au soumissionnaire d'assumer les conséquences si sa réponse au REC n'est pas effectuée conformément au présent paragraphe. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (f) Tout changement apporté à la soumission par le soumissionnaire en dehors de ce qui est demandé, sera considéré comme étant de l'information nouvelle et ne sera pas prise en considération. L'information soumise selon les exigences de cette demande de soumissions en réponse au REC remplacera, intégralement et **uniquement** la partie de la soumission originale telle qu'elle est autorisée dans cette section.

- (g) Les informations supplémentaires soumises pendant la phase II et permises par la présente section seront considérées comme faisant partie de la soumission et seront prises en compte par le Canada dans l'évaluation de la soumission lors de la phase II que pour déterminer si la soumission respecte les exigences obligatoires admissibles. Celles-ci ne seront utilisées à aucune autre phase de l'évaluation pour augmenter les notes que la soumission originale pourrait obtenir sans les avantages de telles informations additionnelles. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être considéré conforme sera évalué à la phase II afin de déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue si le soumissionnaire n'avait pas soumis les renseignements supplémentaires en réponse au REC. Dans ce cas, la soumission sera considérée comme étant conforme par rapport à ce critère obligatoire admissible et les renseignements supplémentaires soumis par le soumissionnaire lieront le soumissionnaire dans le cadre de sa soumission, mais la note originale du soumissionnaire, qui était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère obligatoire admissible, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer les notes pour la soumission.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission est recevable pour les exigences examinées à la phase II, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission n'est pas jugée recevable selon des exigences examinées à la phase II à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Uniquement les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II et à la satisfaction du Canada seront ensuite évaluées à la phase III.

4.1.1.4 (13-03-2018) Phase III : Évaluation finale de la soumission

- (a) À la phase III, le Canada complétera l'évaluation de toutes les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II. Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les exigences d'évaluation technique et financière.
- (b) Une soumission sera jugée non recevable et sera rejetée si elle ne respecte pas toutes les exigences d'évaluation obligatoires de la demande de soumissions.

4.1.2 Critères d'évaluation techniques obligatoires

4.1.1.2 Preuve de conformité obligatoire

- a) Les soumissionnaires doivent démontrer leur conformité aux critères d'évaluation technique obligatoires énumérés dans l'Annexe « C » Matrice évaluation technique, en fournissant de l'information complète et détaillée démontrant comment chaque critère

sera satisfait ou adressé. Il n'est pas suffisant de simplement répéter le critère d'évaluation technique.

b) Les soumissionnaires qui proposent des produits de remplacement et/ou des solutions de rechange doivent fournir avec leur soumission, toute l'information requise conformément à la Partie 3, section 2 - Produits de remplacement et solutions de rechange pour que l'on tienne compte de leur soumission.

c) Le Processus de conformité des soumissions en phases s'appliquera à tous les exigences techniques obligatoires.

4.1.3 Critères d'évaluation financiers obligatoires

4.1.3.1 Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission, toutes les informations financières requises dans la demande de soumissions et à l'Annexe A - Prix pour les articles 001 à 023.

4.1.3.2 Les prix de la soumission doivent être en dollars canadiens, rendus droits acquittés (DDP) à destination, selon les Incoterms 2000, pour la livraison de la quantité ferme pour l'article 001 à 018 et de la quantité optionnelle pour l'article 019, en dollars canadiens pour la formation/l'instruction d'opérateur et personnel d'entretien (option), l'article 020 à 023. Les droits de douane et la taxe d'accise du Canada sont inclus s'il y a lieu, et les taxes applicables sont en sus.

4.1.3.3 Prix global évalué

Les soumissions seront évaluées en fonction d'un prix global pour la quantité ferme, les quantités optionnelles et la séance d'instructions d'opérateur et personnel d'entretien (Option).

4.1.3.4 Pour déterminer le prix total pour la quantité ferme, le calcul sera le suivant:

- a. Le prix unitaire ferme pour la quantité ferme sera multiplié par les quantités estimées identifiées.

4.1.3.5 Puisque les options relatives aux quantités optionnelles seront exercées par provinces, on établira une moyenne pour le prix unitaire ferme pour les quantités optionnelles.

Pour déterminer le prix moyen pour les quantités optionnelles, le calcul sera comme suit :

- a) Le prix unitaire ferme pour la quantité optionnelle pour chaque province identifiées sera additionné;
- b) La somme sera divisée par cinq (5).

4.1.3.6 Le prix unitaire de ferme pour la formation d'opérateur et personnel d'entretien (option) en français et en anglais sera calculé en moyenne.

Pour déterminer le prix moyen pour la formation d'opérateur et personnel d'entretien (option), le calcul sera le suivant:

- a) Le prix unitaire de ferme pour la formation d'opérateur et personnel d'entretien (option) en français et en anglais sera additionné; et
- b) La somme sera divisée par quatre (4).

4.1.3.7 Pour déterminer le prix global évalué pour la quantité ferme, les quantités optionnelles et la séance d'instructions d'opérateur et personnel d'entretien (option), le calcul sera comme suit :

- a) Le prix moyen pour la quantité optionnelle obtenu au point 4.1.3.5 b) ci-dessus sera multiplié par le nombre estimatif total des quantités optionnelles identifiées.
- b) Le prix moyen pour la formation d'opérateur et personnel d'entretien (option) obtenu au point 4.1.3.6 b) ci-dessus sera multiplié par le nombre estimatif total des quantités optionnelles identifiées; et
- c) Le résultat sera ajouté au prix total de la quantité ferme obtenue au 4.1.3.4 (a) ci-dessus

4.2 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires techniques et financiers pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué global le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'un contrat.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'[Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF](#) » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF](#) » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'Annexe «E» intitulée «Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation» remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir les attestations dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.3.1 Conformité du produit

Le soumissionnaire certifie que tous les véhicules/équipements proposés sont conformes, et continueront de se conformer pendant toute la période du contrat, à toutes les spécifications techniques de la description d'achat.

Cette certification ne soustrait pas la soumission à son obligation de satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires détaillés dans la partie 4.

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

5.2.3.2 Attestation – Clause D5540C « ISO 9001:2015 - Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAQ Q) » - Pour les articles 001 à 019.

Le soumissionnaire atteste qu'il satisfait, et qu'il continuera de satisfaire pendant toute la durée du contrat, à toutes les exigences de la clause D5540C « ISO 9001:2008 - Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAQ Q) » qui se trouve à la partie 6

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

5.2.3.3 Attestation des caractéristiques environnementales générales

Le soumissionnaire doit sélectionner et remplir l'une des deux déclarations suivantes aux fins d'attestation

A) Le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire est inscrit ou rencontre la norme ISO 14001.

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

ou

B) Le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire satisfait et continuera de satisfaire, pendant toute la durée du contrat, à un minimum de quatre (4) des six (6) critères identifiés dans le tableau ci-dessous.

Le soumissionnaire doit indiquer qu'il satisfait à un minimum de quatre (4) critères.

Pratiques écologiques au sein de l'organisation des soumissionnaires	Insérez un crochet pour chaque critère qui est respecté.
Favorise un environnement sans papier au moyen de directives, procédures et / ou des programmes.	
Tous les documents sont imprimés recto verso et en noir et blanc dans le cadre des activités quotidiennes, excepté lors d'indications contraires par votre client.	
Le papier utilisé dans le cadre des activités quotidiennes est composé d'un minimum de 30% de matières recyclées et possède une certification de la gestion durable des forêts.	
Utilise préférentiellement des encres écologiques et achète des cartouches d'encre réusinées ou cartouches d'encre qui peuvent être retournées au fabricant aux fins de réutilisation et de recyclage dans le cadre des activités quotidiennes.	
Des bacs de recyclage pour le papier, le papier journal, le plastique et l'aluminium sont disponibles et vidés régulièrement conformément au programme de recyclage local.	
Un minimum de 50% de matériel de bureau détient une certification écoénergétique.	

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

6.1 Besoin

6.1.1 L'entrepreneur doit fournir quantité dix-huit (18), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires tels que décrit à l'Annexe "A" - Prix et conformément à Annexe "B" – Description d'achat - CPICU.

6.1.2 L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable décrite à l'Annexe "A"- Prix.

6.1.2.1 Les options ne pourront être exercées que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

6.1.2.2 Les options peuvent être exercées en totalité ou en partie et en plus d'une occasion à la discrétion du Canada et jusqu'à concurrence de la quantité maximum indiquée à l'Annexe "A"- Prix.

6.1.2.3 Les options peuvent être exercées dans les douze (12) mois après l'octroi du contrat.

6.2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide est disponible sur le site Web de TPSGC : [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>).

6.2.1 Conditions générales

2010A (2020-05-28), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

La section 09 intitulée Garantie des conditions générales 2010A est modifiée comme suit:

Au paragraphe 1, supprimer ce qui suit: «La période de garantie sera de 12 mois» et remplacer par ce qui suit:

- i. 10 ans sur partie CPICU;

- ii. 5 ans sur la conversion CPICU;
- iii. 5 ans sur les systèmes électriques;
- iv. 2 ans sur les sous composants;
- v. 2 ans sur la peinture;
- vi. garantie standard du FEO sur la cabine et le châssis.

Supprimer le paragraphe 2 dans son intégralité et le remplacer par ce qui suit:

L'entrepreneur doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux aux locaux de l'entrepreneur pour leur remplacement, réparation ou rectification. L'entrepreneur doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux qui sont remplacés ou rectifiés, au lieu de livraison précisé dans le contrat ou à un autre endroit désigné par le Canada. Cependant, lorsque le Canada est d'avis qu'un tel déplacement n'est pas pratique, l'entrepreneur doit procéder aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où les travaux se trouvent. Lorsque l'entrepreneur doit procéder aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où les travaux se trouvent, l'entrepreneur est responsable de tous les coûts engagés pour les réparations ou rectifications nécessaires et le Canada ne remboursera pas l'entrepreneur pour ces coûts.

Toutes les autres dispositions de la garantie demeurent en vigueur.

6.3 Durée du contrat

6.3.1 Livraison du (des) véhicule(s)

6.3.1.1 Quantité ferme

La livraison du (des) véhicule(s) doit être effectuée comme suit :

Article 001 - Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires doivent être livrés le ou avant le _____ *(date à insérer par l'autorité contractante au moment de 'attribution du contrat.)*

Article 002 - Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires doivent être livrés le ou avant le _____ *(date à insérer par l'autorité contractante au moment de 'attribution du contrat.)*

Article 003 - Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires doivent être livrés le ou avant le _____ . *(date à insérer par l'autorité contractante au moment de 'attribution du contrat.)*

Article 004 - Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires doivent être livrés le ou avant le _____ . *(date à insérer par l'autorité contractante au moment de 'attribution du contrat.)*

Article 005 - Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires doivent être livrés le ou avant le _____ . *(date à insérer par l'autorité contractante au moment de 'attribution du contrat.)*

Article 006 - Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires doivent être livrés le ou avant le _____ . *(date à insérer par l'autorité contractante au moment de 'attribution du contrat.)*

Article 007 - Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires doivent être livrés le ou avant le _____ . *(date à insérer par l'autorité contractante au moment de 'attribution du contrat.)*

Article 008 - Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires doivent être livrés le ou avant le _____ . *(date à insérer par l'autorité contractante au moment de 'attribution du contrat.)*

Article 009 - Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires doivent être livrés le ou avant le _____ . *(date à insérer par l'autorité contractante au moment de 'attribution du contrat.)*

Article 010 - Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires doivent être livrés le ou avant le _____ . *(date à insérer par l'autorité contractante au moment de 'attribution du contrat.)*

Article 011 - Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires doivent être livrés le ou avant le _____ . *(date à insérer par l'autorité contractante au moment de 'attribution du contrat.)*

Article 012 - Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires doivent être livrés le ou avant le _____. *(date à insérer par l'autorité contractante au moment de 'attribution du contrat.)*

Article 013 - Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires doivent être livrés le ou avant le _____. *(date à insérer par l'autorité contractante au moment de 'attribution du contrat.)*

Article 014 - Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires doivent être livrés le ou avant le _____. *(date à insérer par l'autorité contractante au moment de 'attribution du contrat.)*

Article 015 - Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires doivent être livrés le ou avant le _____. *(date à insérer par l'autorité contractante au moment de 'attribution du contrat.)*

Article 016 - Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires doivent être livrés le ou avant le _____. *(date à insérer par l'autorité contractante au moment de 'attribution du contrat.)*

Article 017 - Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires doivent être livrés le ou avant le _____. *(date à insérer par l'autorité contractante au moment de 'attribution du contrat.)*

Article 018 - Quantité un (1), Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires doivent être livrés le ou avant le _____. *(date à insérer par l'autorité contractante au moment de 'attribution du contrat.)*

6.3.1.2 Quantité optionnelle

Article 019 - Quantité jusqu'à quatre (4) Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) et les articles auxiliaires doivent être livrés dans les _____ jours civils suivant la date d'exercice de l'option. *(Nombre de jours à être inséré par l'autorité contractante au moment de l'attribution du contrat.)*

6.4. Responsables

6.4.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom: Neil Pearson
Titre: spécialiste en approvisionnement
Organisation: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements,
Direction de l'approvisionnement des produits industriels et des
véhicules (DAPIV),
Division des véhicules et des produits industriels - HP
140 rue O'Connor, Ottawa, ON K1A 0S5
Téléphone : 613-462-6793
Courriel: neil.pearson@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.4.2 Responsable des achats

Le responsable des achats pour le contrat est :

Nom: _____ (à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)
Titre: _____
Organisation: _____

Téléphone : ____ - ____ - ____
Courriel : _____

Le responsable des achats représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de la mise en œuvre d'outils et de procédures exigés pour l'administration du contrat.

L'entrepreneur peut discuter de questions administratives identifiées dans le contrat avec le responsable des achats; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser de changements à l'énoncé des travaux. Des changements à l'énoncé des travaux peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6.4.3 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom: _____ *(à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)*
Titre: _____
Organisation: _____
Téléphone : _____ - _____ - _____
Courriel : _____

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6.4.4 Responsable de l'assurance qualité

Le responsable de l'assurance qualité pour le contrat est :

Nom: _____ *(à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)*
Titre: _____
Organisation: _____
Téléphone : _____ - _____ - _____
Courriel : _____

La CAQ est le responsable de l'assurance de la qualité du ministère de la Défense nationale pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du présent contrat. La CAQ est responsable de faire le suivi du système de gestion de la qualité du fournisseur afin d'établir la confiance que le fournisseur a la capacité de satisfaire aux exigences en matière de qualité dans le contrat.

6.4.5 Représentants de l'entrepreneur

Nom et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer :

Renseignements généraux

Nom : _____ *(à être complété par le soumissionnaire.)*

Titre: _____
Téléphone : _____ - _____ - _____
Courriel : _____

Suivi de la livraison :

Nom : _____ (à être complété par le soumissionnaire.)
Titre: _____
Téléphone : _____ - _____ - _____
Courriel : _____

6.4.6 Service après-vente

Le concessionnaire et/ou son agent suivant est autorisé à fournir des services après-vente, d'entretien et de réparations sous garantie et une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule/l'équipement offert:

Article 001

Nom : _____
Adresse : _____

No. de téléphone : _____

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Article 002

Nom : _____
Adresse : _____

No. de téléphone : _____

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Article 003

Nom : _____
Adresse : _____

No. de téléphone : _____

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Article 004

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-226514/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hp912

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-226514

File No. - N° du dossier
hp912.W8476-226514

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Nom : _____

Adresse : _____

No. de téléphone : _____

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Article 005

Nom : _____

Adresse : _____

No. de téléphone : _____

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Article 006

Nom : _____

Adresse : _____

No. de téléphone : _____

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Article 007

Nom : _____

Adresse : _____

No. de téléphone : _____

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Article 008

Nom : _____

Adresse : _____

No. de téléphone : _____

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Article 009

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-226514/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hp912

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-226514

File No. - N° du dossier
hp912.W8476-226514

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Nom : _____

Adresse : _____

No. de téléphone : _____

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Article 010

Nom : _____

Adresse : _____

No. de téléphone : _____

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Article 011

Nom : _____

Adresse : _____

No. de téléphone : _____

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Article 012

Nom : _____

Adresse : _____

No. de téléphone : _____

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Article 013

Nom : _____

Adresse : _____

No. de téléphone : _____

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Article 014

Nom : _____

Adresse : _____

No. de téléphone : _____

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Article 015

Nom : _____

Adresse : _____

No. de téléphone : _____

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Article 016

Nom : _____

Adresse : _____

No. de téléphone : _____

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Article 017

Nom : _____

Adresse : _____

No. de téléphone : _____

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Article 018

Nom : _____

Adresse : _____

No. de téléphone : _____

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

6.5. Paiement

6.5.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations dans le cadre du contrat, l'entrepreneur sera payé les prix fermes spécifiés dans l'Annexe A - Prix et selon ce qui suit:

6.5.1.1 Base de paiement (BDP) Type 1

Des prix unitaires fermes en dollars canadiens, DDP - rendu droits acquittés à destination, Incoterms 2000, droits de douane et taxe d'accise comprises, s'il y a lieu et les taxes applicables en sus.

a) Le Canada effectuera les paiements d'étape conformément au calendrier des étapes détaillé dans le contrat et les dispositions de paiement du Contrat si :

b) une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire PWGSC-TPSGC 1111, Demande de paiement progressif, et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;

c) toutes les attestations demandées sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 ont été signées par les représentants autorisés;

d) tous les travaux associés à l'étape et, selon le cas, tout bien livrable exigé ont été complétés et acceptés par le Canada.

e) Le calendrier des étapes selon lequel les paiements seront faits en vertu du contrat est comme suit :

Numéro de l'étape	Livrable Pourcentage	Montant	Date d'échéance
1	Documenté l'arrivée du véhicule de base aux fabricants pour Articles 001 à 019 identifiés dans l'Annexe "A" Prix,	20% du prix unitaire ferme identifiée à l'annexe "A" Prix pour chaque article réclamé	
2	Livré à destination	70% du prix unitaire	

	finale identifié dans l'Annexe "A" Prix, pour articles 001 à 019.	ferme identifiée à l'annexe "A" Prix pour chaque article réclamé	
3	La livraison de tous les articles de la logistique intégré identifiée dans la description d'achat à l'annexe B, paragraphe 4 inclusivement, pour articles 001 à 019.	10% du prix unitaire ferme indiqué à l'annexe "A" Prix pour chaque article réclamé	

f) Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux

g) Le prix payé sera rajusté en fonction de la disposition relative à la fluctuation du taux de change (le cas échéant).

6.5.1.2 Base de paiement (BDP) - Type 2

Des prix unitaires fermes en dollars canadiens, y compris les droits de douane et taxes d'accise du Canada s'il y a lieu, et les taxes applicables en sus.

Le prix payé sera ajusté conformément aux dispositions relatives à la fluctuation du taux de change (le cas échéant).

6.5.1.3 Base de paiement (BDP) Type 3

L'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et(ou) les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées aux [appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte](#) (<http://www.njc-cnm.gc.ca/directive/d10/v238/fr>), et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ».

Tout déplacement doit être approuvé au préalable par l'autorité technique. Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir une estimation des coûts et les informations pertinentes pour les frais de déplacement et de subsistance.
Le prix payé sera rajusté en fonction de la disposition relative à la fluctuation du taux de change (le cas échéant).

6.5.2 Paiement électronique de factures – contrat (si applicable)

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

6.5.3 Clauses du guide des CCUA

C6000C	Limite de prix	2017-08-17
H1001C	Paiements multiples	2008-05-12
C3015C	Rajustement relatif à la fluctuation du taux de change	2017-08-17

6.6 Instructions relatives à la facturation

6.6.1 Instructions relatives à la facturation - demande de paiement progressif - Base de paiement (BDP) Type 1

6.6.1.1 L'entrepreneur doit soumettre une demande de paiement en utilisant le formulaire PWGSC-TPGSC 1111, Demande de paiement progressif.

Chaque demande doit présenter :

- a) toute l'information exigée sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111;
- b) toute information pertinente détaillée à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales;
- c) la description et la valeur de l'étape réclamée selon la description au contrat.
- d) des copies des pièces justificatives à l'appui des paiements d'étape.

6.6.1.2. La taxe applicable extra selon le cas.

6.6.1.3. L'entrepreneur doit préparer et certifier la demande sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111, et les envoyer au responsable technique identifié sous l'article intitulé Responsables du contrat pour fin d'attestation après l'inspection et l'acceptation des travaux. Les entrepreneurs sont priés de fournir la demande en format électronique, à moins d'indication contraire par l'autorité contractante ou le responsable technique, réduisant ainsi les documents imprimés.

Le responsable technique fera parvenir la demande à l'autorité contractante pour attestation et présentation au Responsable des achats pour toutes autres attestations et opérations de paiement.

6.6.1.4. L'entrepreneur ne doit pas soumettre de demandes avant que les travaux identifiés sur la demande soient complétés.

6.6.2 Instructions relatives à la facturation - Base de paiement (BDP) Type 2 et Type 3

6.6.2.1 L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé «Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que les travaux identifiés sur la facture sont complétés. Les offrants / fournisseurs sont priés de fournir les factures en format électronique sauf si indication contraire de l'autorité contractante ou chargé de projet, réduisant ainsi le matériel imprimé.

Chaque facture doit être appuyée par:

- (a) une copie du document de sortie, un certificat d'inspection et de tout autre document tel qu'il est spécifié au contrat;

6.6.2.2 Les factures doivent être distribuées comme suit :

- (a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse suivante pour attestation et paiement.

Quartier général de la Défense nationale
Édifice Major-général George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa (Ontario) Canada,
K1A 0K2

À l'attention de: DLP _____

- (c) Une (1) copie doit être envoyée à l'autorité contractante de TPSGC identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

6.7 Attestations

6.7.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.7.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur.

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) » (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>). L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

6.8 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.9 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur ladite liste.

- (a) les articles de la convention;
- (b) 2010A (2020-05-28) Conditions générales - biens (complexité moyenne);
- (c) Annexe A - Prix;
- (d) Annexe "B" - Description d'achat - CPICU
- (e) Annexe "C"- Questionnaire de renseignements techniques - CPICU

- (f) Annexe "E" Programme de contrats fédéraux en matière d'équité d'emploi - Attestation;
- (g) la soumission de l'entrepreneur en date du _____

6.10 Clauses du guide des CCUA

A1009C	Accès aux lieux d'exécution des travaux	2008-05-12
A9006C	Contrat de défense	2012-07-16
A9049C	Sécurité des véhicules	2011-05-16
A9062C	Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes	2011-05-16
C2800C	Cote de priorité	2013-01-28
C2801C	Cote de priorité - entrepreneurs établis au Canada	2017-08-17
D3010C	Livraison de marchandises dangereuses / produits dangereux	2016-01-28
D5510C	Autorité de l'assurance de la qualité (Ministère de la Défense nationale) - entrepreneur établi au Canada	2017-08-17
D5515C	Autorité de l'assurance de la qualité (MDN) - entrepreneur établi à l'étranger et aux États-Unis	2010-01-11
D5540C	ISO 9001:2015 Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAQ Q)	2021-05-20
D5604C	Documents de sortie (MDN) - entrepreneur établi à l'étranger	2008-12-12
D5605C	Documents de sortie (MDN) - entrepreneur établi aux États-Unis	2021-05-20
D5606C	Documents de sortie (MDN) - entrepreneur établi au Canada	2017-11-28
D9002C	Ensembles incomplets	2007-11-30
G1005C	Assurances	2016-01-28
B4061C	Codification de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord - Exigences relatives aux données	2008-05-12

6.11 Inspection et acceptation

L'autorité technique sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

6.12 Préparation en vue de la livraison

Le véhicule/équipement doit être entretenu, réglé et livré dans un état qui en permet l'utilisation immédiate. L'intérieur et l'extérieur doivent être nettoyés avant que le véhicule quitte l'usine et soit remis au responsable des inspections ou son mandataire au lieu de livraison final.

Les réservoirs d'essence doivent être remplis au moins à moitié avant la remise du ou des véhicules au responsable des inspections ou son mandataire

6.13 Instructions d'expédition- livraison à destination (Quantité ferme)

6.13.1 L'entrepreneur doit expédier les biens en DDP à destination - rendu droits acquittés aux destinations (tel qu'indiqué à l'Annexe "A" - Prix) À moins d'indication contraire, la livraison doit se faire par le moyen le plus économique. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des frais de livraison, de l'administration, des coûts et des risques de transport et du dédouanement, dont le paiement des droits de douane et des taxes.

6.13.2 L'entrepreneur doit livrer les biens aux dépôts d'approvisionnement des Forces canadiennes (FC) sur rendez-vous seulement. L'entrepreneur ou son transporteur doit prendre les rendez-vous pour la livraison en communiquant avec les personnes désignées à l'Annexe "A"- Prix. Le destinataire peut refuser des livraisons lorsque des dispositions n'ont pas été prises au préalable.

6.14 Documents de sortie - distribution

L'entrepreneur doit remplir les documents de sortie dans un format électronique en vigueur et les distribuer comme suit:

- a. Une (1) copie envoyée par la poste au destinataire avec la mention : « À l'attention de l'agent de réception »;
- b. Deux (2) copies avec l'envoi au destinataire, dans une enveloppe imperméable à l'eau;
- c. Une (1) copie à l'autorité contractante;
- d. Une (1) copie au:
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Mgén George R. Pearkes
101, promenade Colonel By

Ottawa (ON) K1A OK2

À l'attention de : _____

- e. Une (1) copie au représentant de l'assurance de la qualité;
- f. Une (1) copie à l'entrepreneur; et
- g. Pour les entrepreneurs non-canadiens, une (1) copie au:

DAQ/Administration des contrats

Quartier général de la Défense nationale

Édifice Mgén George R. Pearkes

101, promenade Colonel By

Ottawa (ON) K1A OK2

Courriel: ContractAdmin.DQA@forces.gc.ca

6.15 Réunion postérieure à l'attribution du contrat / Réunion de pré-production

Dans un délai de dix (10) jours civils après la date d'entrée en vigueur du contrat, l'entrepreneur doit communiquer avec l'autorité contractante pour déterminer si une réunion est requise. Une réunion sera convoquée à la discrétion de l'autorité technique afin de passer en revue les exigences techniques et contractuelles. L'entrepreneur sera responsable pour la préparation et la distribution du procès-verbal dans les cinq (5) jours civils après la tenue de la réunion. La réunion aura lieu aux établissements de l'entrepreneur ou à un édifice du ministère de la Défense nationale ou via téléconférence, à la discrétion du Canada, sans frais additionnels au Canada, avec des représentants de l'entrepreneur, du ministère de la Défense nationale et de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.16 Rapports périodiques

L'entrepreneur doit fournir des rapports mensuels, en format électronique, sur l'avancement des travaux, au responsable technique et à l'autorité contractante.

Chaque rapport d'étape doit répondre aux questions suivantes:

- (a) La livraison se fait-elle à temps?
- (b) Le contrat est-il exempt de problèmes susceptibles d'exiger l'aide ou les conseils du Canada?
- (d) Une explication doit accompagner toute réponse négative.

6.17 Outils et équipement en vrac

Tous les articles et outils expédiés en vrac doivent être inscrits sur le Certificat d'inspection (CF 1280) ou sur le bordereau d'emballage fourni avec le véhicule/équipement, pour la vérification lors du transport.

6.18 Matériel

Le matériel fourni doit être neuf et de production courante par le fabricant. (Année-modèle 2021 ou plus récent).

6.19 Modification de conception

La "Procédure de modification/écart par rapport au modèle et demande d'exemption" qui est exposée dans la norme de la Défense nationale D-02-006-008/SG-001 s'appliquera.

6.20 Interchangeabilité

A moins de modifications autorisées par l'autorité contractante au cours du cycle de fabrication, tous les véhicules fournis en fonction d'un article donné d'un contrat doivent être de marque et de modèle semblables, et tous leurs assemblages, sous-ensembles et pièces doivent être interchangeables.

6.21 Conditionnement

Les méthodes de préservation et de conditionnement doivent être conformes à la norme courante de l'entrepreneur pour les envois au Canada ou, au besoin, aux normes pour les envois outremer (par exemple pour les cargaisons en cale).

6.22 Service à la livraison

L'entrepreneur doit dépêcher un représentant du service à chaque point de livraison pour effectuer l'assemblage et la préparation de tous les véhicules livrés. Le coût afférent à ce service doit être inclus dans le prix de chaque véhicule.

6.23 Avis de rappel de véhicules

Tous les avis de rappel de véhicules doivent être envoyés à:

Quartier général de la Défense nationale
MGen George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa, Ontario K1A 0K2

Attention: *(la désignation et le nom du AT à être inséré par TPSGC à l'attribution du contrat)*

6.24 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « Règlement des différends ».

ANNEXE "A" – PRIX

Article 001: Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) (Quantité ferme)

L'entrepreneur doit livrer le véhicule/l'équipement, y compris les exemples de manuels, cd de tous les manuels approuvés, le sommaire des données, les photographies, les lettres de garantie, la liste des pièces de remplacement pour l'entretien préventif, dessins dimensionné, liste des pièces de rechange, Renseignements catalogage, rappels de sécurité et les bulletins d'entretien technique, la liste des outils spécialisés et la formation de d'opérateur et personnel d'entretien en **français**, en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat - CPICU.

Le Véhicule CPICU et les articles auxiliaires doivent être livré à:

3 Ere BFC Bagotville
BFC Bagotville
Major Equipment Section
BAGOTVILLE QC G0V 1A0

À l'attention de: _____ (Nom à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Date de livraison: _____ (Date à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule, incluant tous les équipements et les articles auxiliaires en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Quantité : un (1)

Article 002: Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) (Quantité ferme)

L'entrepreneur doit livrer le véhicule/l'équipement, y compris les manuels et les lettres de garantie et la formation de d'opérateur et personnel d'entretien en anglais, en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat - CPICU.

Le Véhicule CPICU et les articles auxiliaires doivent être livré à:

4 Ere COLD LAKE

Major Equipment Section
SUP FLT BLDG 171
COLD LAKE, AB T9M 2C6

À l'attention de: _____ (Nom à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Date de livraison: _____ (Date à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule, incluant tous les équipements et les articles auxiliaires en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Quantité : un (1)

Article 003: Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) (Quantité ferme)

L'entrepreneur doit livrer le véhicule/l'équipement, y compris les manuels et les lettres de garantie et la formation de d'opérateur et personnel d'entretien en anglais, en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat - CPICU.

Le Véhicule CPICU et les articles auxiliaires doivent être livré à:

8 Ere TRENTON
Major Equipment Section
46 PORTAGE DR, BLDG 162
TRENTON ON K0K 3W0

À l'attention de: _____ (Nom à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Date de livraison: _____ (Date à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule, incluant tous les équipements et les articles auxiliaires en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Quantité : un (1)

Article 004: Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) (Quantité ferme)

L'entrepreneur doit livrer le véhicule/l'équipement, y compris les manuels et les lettres de garantie et la formation de d'opérateur et personnel d'entretien en anglais, en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat - CPICU.

Le Véhicule CPICU et les articles auxiliaires doivent être livré à:

14 Ere GREENWOOD
Major Equipment Section
CFB Greenwood
Greenwood NS B0P 1N0

À l'attention de: _____ (Nom à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Date de livraison: _____ (Date à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule, incluant tous les équipements et les articles auxiliaires en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Quantité : un (1)

Article 005: Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) (Quantité ferme)

L'entrepreneur doit livrer le véhicule/l'équipement, y compris les manuels et les lettres de garantie et la formation de d'opérateur et personnel d'entretien en anglais, en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat - CPICU.

Le Véhicule CPICU et les articles auxiliaires doivent être livré à:

17 Ere WINNIPEG
Major Equipment Section
Bldg 129, Logistics Bldg, Door 13
WINNIPEG MB R3J 3Y5r

À l'attention de: _____ (Nom à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Date de livraison: _____ (Date à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule, incluant tous les équipements et les articles auxiliaires en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Quantité : un (1)

Article 006: Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) (Quantité ferme)

L'entrepreneur doit livrer le véhicule/l'équipement, y compris les manuels et les lettres de garantie et la formation de d'opérateur et personnel d'entretien en anglais, en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat - CPICU.

Le Véhicule CPICU et les articles auxiliaires doivent être livré à:

19 Ere COMOX
Major Equipment Section
COMOX BC V0R 2K0

À l'attention de: _____ (Nom à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Date de livraison: _____ (Date à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule, incluant tous les équipements et les articles auxiliaires en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Quantité : un (1)

Article 007: Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) (Quantité ferme)

L'entrepreneur doit livrer le véhicule/l'équipement, y compris les manuels et les lettres de garantie et la formation de d'opérateur et personnel d'entretien en anglais, en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat - CPICU.

Le Véhicule CPICU et les articles auxiliaires doivent être livré à:

CFB SUP HALIFAX
Major Equipment Section
HMC Dockyard

Bldg D-206 Door 1 thru 13
Halifax NS B3K 5X5

À l'attention de: _____ (Nom à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Date de livraison: _____ (Date à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule, incluant tous les équipements et les articles auxiliaires en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Quantité : un (1)

Article 008: Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) (Quantité ferme)

L'entrepreneur doit livrer le véhicule/l'équipement, y compris les manuels et les lettres de garantie et la formation de d'opérateur et personnel d'entretien en anglais, en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat - CPICU.

Le Véhicule CPICU et les articles auxiliaires doivent être livré à:

ATESS Trenton
8 WG TRENTON
Major Equipment Section
46 PORTAGE DR, BLDG 162
TRENTON ON K0K 3W0

À l'attention de: _____ (Nom à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Date de livraison: _____ (Date à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule, incluant tous les équipements et les articles auxiliaires en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Quantité : un (1)

Article 009: Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) (Quantité ferme)

L'entrepreneur doit livrer le véhicule/l'équipement, y compris les manuels et les lettres de garantie et la formation de d'opérateur et personnel d'entretien en anglais, en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat - CPICU.

Le Véhicule CPICU et les articles auxiliaires doivent être livré à:

CFB ESQUIMALT
Major Equipment Section
Building 1127
Work Point Barracks
VICTORIA BC V9A 7N

À l'attention de: _____ (Nom à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Date de livraison: _____ (Date à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule, incluant tous les équipements et les articles auxiliaires en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Quantité : un (1)

Article 010: Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) (Quantité ferme)

L'entrepreneur doit livrer le véhicule/l'équipement, y compris les manuels et les lettres de garantie et la formation de d'opérateur et personnel d'entretien en anglais, en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat - CPICU.

Le Véhicule CPICU et les articles auxiliaires doivent être livré à:

CFB BORDEN
Major Equipment Section
Bldg O-111
Borden ON L0M 1C0

À l'attention de: _____ (Nom à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Date de livraison: _____ (Date à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule, incluant tous les équipements et les articles auxiliaires en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Quantité : un (1)

Article 011: Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) (Quantité ferme)

L'entrepreneur doit livrer le véhicule/l'équipement, y compris les manuels et les lettres de garantie et la formation de d'opérateur et personnel d'entretien en **français**, en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat - CPICU.

Le Véhicule CPICU et les articles auxiliaires doivent être livré à:

BFC USS VALCARTIER
Section d'équipement majeur
BAT. 188 (PON COMB)
GARNISON VALCARTIER
COURCELETTE QC G0A 4Z0

À l'attention de: _____ (Nom à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Date de livraison: _____ (Date à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule, incluant tous les équipements et les articles auxiliaires en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Quantité : un (1)

Article 012: Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) (Quantité ferme)

L'entrepreneur doit livrer le véhicule/l'équipement, y compris les manuels et les lettres de garantie et la formation de d'opérateur et personnel d'entretien en **français**, en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat - CPICU.

Le Véhicule CPICU et les articles auxiliaires doivent être livré à:

CPICU ST Hubert

BFC USS VALCARTIER
Section d'équipement majeur
BAT. 188 (PON COMB)
GARNISON VALCARTIER
COURCELETTE QC G0A 4Z0

À l'attention de: _____ (Nom à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Date de livraison: _____ (Date à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule, incluant tous les équipements et les articles auxiliaires en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Quantité : un (1)

Article 013: Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) (Quantité ferme)

L'entrepreneur doit livrer le véhicule/l'équipement, y compris les manuels et les lettres de garantie et la formation de d'opérateur et personnel d'entretien en anglais, en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat - CPICU.

Le Véhicule CPICU et les articles auxiliaires doivent être livré à:

CFB EDMONTON
Major Equipment Section
Replenishment Company (CMTT)
107 Street & 137 Avenue Bldg C8
EDMONTON AB T5J 4J5

À l'attention de: _____ (Nom à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Date de livraison: _____ (Date à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule, incluant tous les équipements et les articles auxiliaires en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Quantité : un (1)

Article 014: Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) (Quantité ferme)

L'entrepreneur doit livrer le véhicule/l'équipement, y compris les manuels et les lettres de garantie et la formation de d'opérateur et personnel d'entretien en anglais, en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat - CPICU.

Le Véhicule CPICU et les articles auxiliaires doivent être livré à:

CFB PETAWAWA
Major Equipment Section
PETAWAWA ON K8H 2X3

À l'attention de: _____ (Nom à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Date de livraison: _____ (Date à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule, incluant tous les équipements et les articles auxiliaires en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Quantité : un (1)

Article 015: Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) (Quantité ferme)

L'entrepreneur doit livrer le véhicule/l'équipement, y compris les manuels et les lettres de garantie et la formation de d'opérateur et personnel d'entretien en anglais, en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat - CPICU.

Le Véhicule CPICU et les articles auxiliaires doivent être livré à:

CFB Gagetown
3 ASG GAGETOWN SUPPLY COMPANY
Major Equipment Section
BLDG B10
Oromocto, NB E2V 4J5

À l'attention de: _____ (Nom à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Date de livraison: _____ (Date à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule, incluant tous les équipements et les articles auxiliaires en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Quantité : un (1)

Article 016: Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) (Quantité ferme)

L'entrepreneur doit livrer le véhicule/l'équipement, y compris les manuels et les lettres de garantie et la formation de d'opérateur et personnel d'entretien en anglais, en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat - CPICU.

Le Véhicule CPICU et les articles auxiliaires doivent être livré à:

5 Ere Goose Bay
Major Equipment Section
Base Supply
Goose Bay, NL A0P 1S0

À l'attention de: _____ (Nom à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Date de livraison: _____ (Date à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule, incluant tous les équipements et les articles auxiliaires en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Quantité : un (1)

Article 017: Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) (Quantité ferme)

L'entrepreneur doit livrer le véhicule/l'équipement, y compris les manuels et les lettres de garantie et la formation de d'opérateur et personnel d'entretien en anglais, en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat - CPICU.

Le Véhicule CPICU et les articles auxiliaires doivent être livré à:

9 Ere GANDER
Major Equipment Section
CFS Gander
Gander NF A1X 1X1

À l'attention de: _____ (Nom à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Date de livraison: _____ (Date à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule, incluant tous les équipements et les articles auxiliaires en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Quantité : un (1)

Article 018: Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas D'Urgences (CPICU) (Quantité ferme)

L'entrepreneur doit livrer le véhicule/l'équipement, y compris les manuels et les lettres de garantie et la formation de d'opérateur et personnel d'entretien en anglais, en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat - CPICU.

Le Véhicule CPICU et les articles auxiliaires doivent être livré à:

15 Ere Moose Jaw
Bldg 143, Door 13
Moose Jaw, SK
S6H 7Z8

À l'attention de: _____ (Nom à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Date de livraison: _____ (Date à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule, incluant tous les équipements et les articles auxiliaires en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Quantité : un (1)

Article 019: Véhicules de Contrôle sur Place des Interventions en cas

D'Urgences (CPICU) (Quantité optionnelle)

Si cette option est exercée, l'entrepreneur doit livrer le véhicule/l'équipement, y compris les manuels et les lettres de garantie en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat – CPICU.

Pour les destinations en Colombie-Britannique:

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule/équipement, en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Pour les destinations en Alberta et Saskatchewan:

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule/équipement, en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Pour les destinations au Manitoba:

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule/équipement, en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Pour les destinations en Ontario et au Québec:

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule/équipement, en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Pour les destinations au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse:

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule/équipement, en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Quantité : Jusqu'à quatre (4)

Article 020 Séance d'instructions de personnel d'entretien - Anglais (Quantité optionnelle)

Si l'option est exercée, l'entrepreneur doit fournir les séances d'instructions de personnel d'entretien, en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat - CPICU.

Prix unitaire ferme de _____ \$ en conformité avec la Base de paiement - type 2 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement.)

Quantité : Jusqu'à quatre (4)

Article 021 Séance d'instructions de personnel d'entretien - Français (Quantité optionnelle)

Si l'option est exercée, l'entrepreneur doit fournir les séances d'instructions de personnel d'entretien, en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat - CPICU.

Prix unitaire ferme de _____ \$ en conformité avec la Base de paiement - type 2 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement.)

Quantité : Jusqu'à quatre (4)

Article 022 Séance d'instructions d'opérateur - Anglais (Quantité optionnelle)

Si l'option est exercée, l'entrepreneur doit fournir les séances d'instructions d'opérateur, en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat - CPICU.

Prix unitaire ferme de _____ \$ en conformité avec la Base de paiement - type 2 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement.)

Quantité : Jusqu'à quatre (4)

Article 023 Séance d'instructions d'opérateur - Français (Quantité optionnelle)

Si l'option est exercée, l'entrepreneur doit fournir les séances d'instructions d'opérateur, en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat - CPICU.

Prix unitaire ferme de _____ \$ en conformité avec la Base de paiement - type 2 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement.)

Quantité : Jusqu'à quatre (4)

Article 024 Voyage et de subsistance pour se Instruction / Formation (Option)

(L'article 024 ne sera pas inclus dans l'évaluation financière)

Tout déplacement doit être approuvé au préalable par l'autorité technique. Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

Lorsque demandé par le Canada, l'entrepreneur doit fournir une estimation du coût du voyage et frais de subsistance.

Coût estimé de \$ _____ (*inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat*) Pour instruction / formation, les frais de déplacement et de subsistance, rendu droits acquittés à destination, en conformité avec la Base de paiement - type 3, tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement.

Quantité : Jusqu'à quatre (4)

ANNEXE « D » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement) ;
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

ANNEXE "E" de la PARTIE 5 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI - ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web d'[Emploi et Développement social Canada - Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html>) .

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un [employeur sous réglementation fédérale](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/sous-reglementation.html) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/sous-reglementation.html>), en vertu de la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/E-5.401/) (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/E-5.401/>).
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés au Canada (l'effectif combiné comprend les employés permanents à temps plein, les employés permanents à temps partiel et les employés temporaires [les employés temporaires comprennent seulement ceux qui ont travaillé pendant 12 semaines ou plus au cours d'une année civile et qui ne sont pas des étudiants à temps plein]).

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- () A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-approvisionnements/annexe/5/1) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-approvisionnements/annexe/5/1>) valide et en vigueur avec EDSC - Travail.

OU

- () A5.2. Le soumissionnaire a présenté l'[Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi \(LAB1168\)](https://catalogue.servicecanada.gc.ca/content/EForms/fr/Detail.html?Form=LAB1168) (<https://catalogue.servicecanada.gc.ca/content/EForms/fr/Detail.html?Form=LAB1168>) à EDSC – Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC - Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- () B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

- () B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)



ANNEXE B

DESCRIPTION D'ACHAT POUR

VÉHICULE DE CONTRÔLE ET D'INTERVENTION SUR PLACE EN CAS D'URGENCE (CIPCU)



AVIS

This documentation has been reviewed by the Technical Authority and does not contain controlled goods.

AVIS

Cette documentation a été révisée par l'autorité technique et ne contient pas de marchandises contrôlées.

(Page intentionnellement laissée en blanc)



Table des matières

1.	PORTÉE	6
1.1	Portée	6
1.2	Instructions	6
1.3	Définitions	6
1.4	Matériel fourni par le gouvernement (MFG)	7
2.	DOCUMENTS PERTINENTS	7
2.1	Documentation fournie par le gouvernement	7
2.2	Documents pertinents	7
3.	EXIGENCES	8
3.1	Modèle de série	8
3.2	Conditions d'utilisation	9
3.3	Normes de sécurité	9
3.4	Rendement, poids et dimensions du véhicule	10
3.5	Moteur	10
3.6	Boîte de vitesses	11
3.7	Système de freinage	12
3.8	Suspension	12
3.9	Direction	12
3.10	Roues, jantes et pneus	12
3.11	Cabine	12
3.12	Accessoires du châssis	14
3.13	Partie CIPCU	15
3.14	Système radio à commutation automatique de canaux	19
3.15	Radio sol-air	22
3.16	Alternateur(s)	24
3.17	Système de génératrice	24
3.18	Batteries	24
3.19	Système électrique	25
3.20	Compatibilité électromagnétique	28
3.21	Éclairage	28
3.22	Peinture	29
3.23	Autocollants	29
3.24	Ruban rétro réfléchissant	29
3.25	Protection contre la corrosion	30



3.26	Plaques d'avertissement, signalétiques et d'instructions	30
3.27	Équipement secondaire	31
4.	SOUTIEN LOGISTIQUE INTÉGRÉ (SLI)	31
4.1	Produits livrables de SLI	31
4.2	Manuels du véhicule	32
4.3	Lettre de garantie	34
4.4	Autres produits livrables de SLI à remettre à l'autorité technique	34
4.5	Rappels de sécurité et données relatives à l'entretien	36
4.6	Formation	37



(Page intentionnellement laissée en blanc)

1. PORTÉE

1.1 Portée

- a) La présente description d'achat porte sur un véhicule à 4 roues motrices, à moteur diesel, à cabine de quatre (4) personnes munie d'un poste de travail pour un maximum de deux (2) opérateurs et deux (2) personnes dans la partie arrière du véhicule.

1.2 Instructions

- a) Toute exigence accompagnée du verbe « **doit** » (ou « **doivent** ») est une exigence impérative. Aucune dérogation ne sera autorisée.
- b) Les besoins désignés par un verbe au futur désignent des mesures à prendre par le Canada et n'exigent aucune mesure ni obligation de la part de l'entrepreneur;
- c) Lorsqu'une formulation n'emploie ni le verbe « **doit** » ni le futur de l'indicatif, les renseignements sont fournis à titre indicatif seulement.
- d) Dans le présent document, « fourni » **doit** signifier « fourni et installé ».
- e) Lorsqu'on fait référence à une certification technique dans la présente spécification, une copie de la certification en question ou une preuve de conformité acceptable **doit** être fournie pour le véhicule sur demande de l'autorité technique (AT).
- f) Les mesures métriques sont utilisées pour définir les exigences. Toutes les autres mesures sont fournies à titre de référence uniquement et ne correspondent pas nécessairement à des conversions exactes;
- g) Les dimensions nominales reflètent une méthode selon laquelle les matériaux ou les produits sont généralement identifiés, mais qui présentent des différences par rapport aux dimensions réelles mesurées.

1.3 Définitions

- a) « **Équivalent** » – Désigne une solution de remplacement **équivalente** sur le plan du produit, du rendement ou d'une norme que le RT pourrait accepter lorsqu'une preuve de conformité pour équivalence pour l'exigence respective est fournie pour l'évaluation.
- b) « **Véhicule** » – Véhicule complet, y compris tous les systèmes et les sous-systèmes dans un état de fabrication complet et conforme aux exigences de la présente description d'achat.
- c) « **Conforme au code de la sécurité routière** » – Concerne un véhicule mécanique autopropulsé conçu pour ou capable de transporter sur route des personnes, des biens, du matériel ou un appareil fixé de manière permanente ou temporaire.
- d) « **Poids nominal brut sur l'essieu (PNBE)** » – Désigne la valeur spécifiée par le fabricant d'un véhicule comme étant le poids sur un seul essieu du véhicule en charge, mesurée à la surface entre le pneu et le sol.

- e) « **Poids nominal brut du véhicule (PNBV)** » – Désigne la valeur spécifiée par le fabricant comme étant le poids, en kilogrammes, d'un seul véhicule en charge.

1.4 Matériel fourni par le gouvernement (MFG)

- a) Le ministère de la Défense nationale fournira deux (2) radios mobiles Motorola APX 8500 pour chaque véhicule incluant les têtes de commande. Le véhicule **doit** comprendre deux (2) radios mobiles Motorola APX 8500 placées à l'arrière du véhicule.
- b) Le ministère de la Défense nationale fournira pour chaque véhicule une (1) radio portative Motorola APX 8000 à utiliser par le contrôleur sur place lorsqu'il est loin du véhicule. Le concept du véhicule **doit** permettre de ranger et de charger la radio Motorola APX 8000 dans le compartiment arrière CIPCU du véhicule.
- c) Le ministère de la Défense nationale fournira pour chaque véhicule cinq (5) radios portatives Motorola APX 6000. Le véhicule **doit** permettre de ranger et de charger la radio Motorola APX 6000 dans le compartiment arrière CIPCU du véhicule.
- d) Le ministère de la Défense nationale fournira une (1) radio mobile General Dynamics URC-200 (V2) PMB-100 (V2) pour chaque véhicule. Le véhicule **doit** permettre d'installer et d'intégrer une (1) radio mobile General Dynamics URC-200 (V2) PMB-100 (V2) dans la carrosserie CIPCU conformément aux recommandations du fabricant.
- e) Le ministère de la Défense nationale fournira une (1) radio de type sac à dos General Dynamics URC200 PBP-200 (V2) pour chaque véhicule. Le véhicule **doit** comporter une (1) radio de type sac à dos General Dynamics URC200 PBP-200 (V2) pour chaque véhicule.
- f) Le ministère de la Défense nationale fournira deux (2) têtes de commande Motorola, modèle O2, pour chaque véhicule. Le véhicule **doit** comporter deux (2) têtes de commandes Motorola, modèle O2.
- g) Le ministère de la Défense nationale fournira la tête de commande General Dynamics pour la configuration mobile PMB-100 (V2) pour chaque véhicule.

2. DOCUMENTS PERTINENTS

2.1 Documentation fournie par le gouvernement

- a) Instruction technique des Forces canadiennes (ITFC) C-55-040-001/TS-002, Normes et exigences en matière de sécurité des radiofréquences.

2.2 Documents pertinents

- a) Les documents suivants font partie de la présente description d'achat. Le gouvernement du Canada ne fournira pas ces documents. Les sources de ces documents sont les suivantes :

Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail (RCSST)

Loi sur les produits dangereux, gouvernement du Canada, ministère de la Justice

Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles (RSVA)

CAN/CGSB 3.517 - Carburant diesel

Code de sécurité 6 : Lignes directrices de Santé Canada sur l'exposition aux radiofréquences

Norme MIL-STD-461 Electromagnetic Interference Characteristic Requirements for Equipment

Norme MIL-STD-462 Measurement of Electromagnetic Interference Characteristic
Organisation internationale de normalisation (ISO)

Circulaires consultatives de la série 300 – Aérodromes et aéroports (pour renseignements additionnels et à titre indicatif seulement)

3. EXIGENCES

3.1 Modèle de série

- a) **Modèle le plus récent** : Le véhicule **doit** correspondre au modèle le plus récent offert par le fabricant.
- b) **Acceptabilité auprès de l'industrie** – Le modèle de véhicule **doit** avoir fait ses preuves au sein de l'industrie en ayant été fabriqué et commercialisé pendant au moins deux (2) ans, ou être fabriqué par une entreprise possédant au moins cinq (5) années d'expérience en conception et en fabrication d'un type d'équipement comparable d'une complexité **équivalente** ou supérieure.
- c) **Certification technique** : Les certificats techniques des fabricants d'origine **doivent** être fournis sur demande pour les principaux composants du groupe motopropulseur et pour les principaux systèmes et ensembles d'équipement pour démontrer que les ensembles sont utilisés selon leurs limites de conception.
- d) **Règlementation** : Le véhicule **doit** être conforme à toutes les lois, à tous les règlements et à toutes les normes industrielles applicables en vigueur au Canada au moment de sa fabrication et régissant la fabrication, la sécurité, les niveaux de bruit et la pollution. Les normes industrielles, les lois et les règlements internationaux **équivalents** seront acceptés seulement si leur équivalence est certifiée par un ingénieur.
- e) **Capacités nominales publiées** – Les capacités des systèmes et des composants du véhicule **doivent correspondre** aux valeurs publiées (c.-à-d. celles indiquées dans les brochures portant sur les produits ou les composants).
- f) **Composants standard** : Le véhicule **doit** comprendre la totalité des composants, de l'équipement et des accessoires standard pour le modèle offert même s'ils ne sont pas spécifiquement décrits dans la présente description d'achat.
- g) **Pièces de rechange** – Le fabricant **doit** choisir des composants disponibles rapidement pendant une période d'au moins dix ans à compter de la date de fabrication.

- h) **Mesures** – Les valeurs pour les étiquettes et les indicateurs fournis avec l'équipement **doivent** être présentées en unités métriques ou métriques et impériales (les unités métriques **doivent** avoir priorité).
- i) **Dommmages causés par des objets étrangers** – Pour prévenir ceux-ci, toutes les pièces métalliques libres **doivent** être solidement fixées au véhicule avec des fils métalliques. Tout panneau amovible **doit** être fixé avec des attaches imperdables.

3.1.1 **Maintenabilité**

- a) Le véhicule **doit** être conçu pour permettre l'accès à tous les éléments nécessaires à l'entretien.

3.2 **Conditions d'utilisation**

3.2.1 **Conditions climatiques**

- a) Le véhicule **doit** fonctionner dans les extrêmes climatiques du Canada à des températures allant de -40 à +40 °C (-40 à +104 °F).

3.2.2 **Conditions du terrain**

- a) Le véhicule **doit** être utilisé sur les autoroutes, les routes de gravier et les sentiers de brousse dans leur état original.
- b) Le véhicule **doit** fonctionner sur différents types de terrain recouverts de neige, de boue, de sable et de glace tout au long de l'année.

3.3 **Normes de sécurité**

3.3.1 **Règlementation en matière de sécurité des véhicules**

- a) Le véhicule **doit** être conforme au *Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles* (RSVA).
- b) Le véhicule complet **doit** porter une étiquette de certification de conformité de sécurité comportant une marque nationale de sécurité (MNS) en guise de sceau de conformité **ou** être accompagné d'un formulaire d'importation de véhicules contenant une preuve d'inspection réalisée par le Registraire des véhicules importés (RVI).
- c) Le véhicule **doit** être conforme aux exigences relatives aux interférences électromagnétiques (IÉM) présentées dans l'ITFC C-55-040-001/TS-002, Normes et exigences en matière de sécurité des radiofréquences.

3.3.2 **Ingénierie des facteurs humains**

- a) Le véhicule, ainsi que tous ses systèmes et ses composants, **doivent** être conforme à toutes les sections pertinentes du RCSST.
- b) Le véhicule **doit** être équipé de plaques d'avertissement et d'instructions, de surfaces antidérapantes et de boucliers thermiques pour assurer la sécurité de l'opérateur.

- c) Le véhicule **doit** être muni de rails et de poignées de maintien intérieures pour aider les gens à entrer dans le véhicule et à en sortir.

3.4 Rendement, poids et dimensions du véhicule

3.4.1 Performance

- a) Au PNBV, le véhicule **doit** être capable de maintenir une vitesse maximale de 110 km/h sur une route pavée au niveau pendant 30 minutes.
- b) Le véhicule **doit** pouvoir accélérer de 0 à 90 km/h en 25 secondes.
- c) Le véhicule **doit** pouvoir conserver une vitesse minimale de 90 km/h sur une pente d'au moins 3 %.
- d) Le véhicule **doit** pouvoir conserver une vitesse minimale de 8 km/h sur une pente d'au moins 30 %.
- e) Le véhicule **doit** être stable sur une pente de 20 % en position stationnaire et en mouvement.
- f) Le véhicule **doit** avoir un angle de capotage stationnaire d'au moins 13,5 degrés en configuration de fonctionnement normale.
- g) Le véhicule **doit** présenter des modes de traction sélectionnables par le conducteur :
 - i. Deux roues motrices, gamme haute;
 - ii. Quatre roues motrices, gamme haute; et
 - iii. Quatre roues motrices, gamme basse.

3.4.2 Poids nominaux

- a) Le PNBV **doit** au minimum être égal au total de la masse du véhicule sans charge, du poids mort de cargaison et du produit obtenu lorsqu'on multiplie le nombre de sièges prévu par 68 kg, tel que décrit dans le *Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles (C.R.C., ch. 1038)*.
- b) Les charges au niveau des essieux **doivent** être conformes à toutes les restrictions de poids imposées dans les différentes provinces du Canada.
- c) Le véhicule **doit** avoir une charge utile d'au moins 1 150 kg.

3.4.3 Dimensions

- a) Le véhicule **doit** avoir des dimensions qui sont conformes aux lois en vigueur au Canada.
- b) La hauteur maximale du véhicule **doit** être un maximum de 4.00 m mesuré depuis le sol.

3.5 Moteur

- a) Le moteur **doit** fonctionner au diesel à très faible teneur en soufre selon la norme CAN/CGSB 3.517.

3.5.1 Dispositifs de démarrage par temps froid

- a) Le moteur doit être muni d'un dispositif d'aide au démarrage par temps froid pour respecter les conditions d'utilisation décrites au paragraphe 3.2.
- b) Le véhicule **doit** être équipé d'un chauffe-bloc suffisamment puissant pour satisfaire aux conditions d'utilisation spécifiées.
- c) Un ou des chauffe-batterie de 110 volts **doivent** être fournis.
- d) Toutes les aides pour temps froid **doivent** être alimentées par l'entremise de réceptacle(s) dédié(s) à éjection automatique sur le rivage.

3.5.2 Réservoirs à carburant

- a) Le réservoir à carburant **doit** permettre une autonomie d'au moins 300 km au PNBV sur des routes pavées, en plus de permettre au moteur de tourner au ralenti pendant six heures.
- b) Le véhicule **doit** répondre aux exigences en ce qui a trait aux risques associés à l'exposition de carburant aux rayonnements électromagnétiques qui sont décrits dans l'ITFC C-55-040-001/TS-002, Normes et exigences de sécurité des radiofréquences.
- c) Les carburants ne **doivent** pas être allumés par erreur par les émetteurs du système et l'environnement électromagnétique externe autour du véhicule CIPCU.

3.5.3 Antivol

- a) Le véhicule **doit** être équipé d'un dispositif antivol qui verrouille la direction et le levier de vitesse, mais qui permet au moteur de continuer à tourner avec toutes les autres fonctions électriques et mécaniques utilisables, lorsque le chauffeur a enlevé la clé de contact.

3.5.4 Commande automatique de ralenti accéléré du moteur

- a) Le moteur **doit** être commandé par un système pré-réglé pour augmenter sur actionnement le régime du moteur pour soutenir la charge électrique continue totale du véhicule et la puissance maximale de l'appareil de chauffage/du climatiseur.
- b) Le système ne **doit** fonctionner que lorsque le levier de la boîte de vitesses se trouve à la position PARK.
- c) Le système **doit** être activé automatiquement une fois que le frein de stationnement est serré et que le moteur a tourné au ralenti pendant plus de 5 minutes, ou que la tension de la batterie est tombée sous 12,5 volts.
- d) Le système **doit** se désengager lorsque l'opérateur appuie sur le frein de service.

3.6 Boîte de vitesses

- a) Le véhicule **doit** être muni d'une boîte de vitesses automatique.
- b) La boîte de vitesses **doit** être munie d'un refroidisseur d'huile.

- c) Un avertisseur sonore de recul **doit** être installé afin d'avertir le personnel que le véhicule est en marche arrière.

3.7 Système de freinage

- a) Le système de freinage du véhicule **doit** maintenir le véhicule entièrement chargé dans une pente de 30 %.
- b) Lorsque le moteur est arrêté, le frein de stationnement **doit** maintenir le véhicule entièrement chargé dans une pente de 30 % pendant au moins 60 minutes.

3.8 Suspension

- a) Le véhicule **doit** être muni d'une suspension à usage intensif.

3.9 Direction

- a) Le véhicule **doit** être doté d'une direction assistée.
- b) Le système de direction **doit** être muni d'une colonne de direction télescopique et inclinable.

3.10 Roues, jantes et pneus

- a) Les pneus et les jantes **doivent** être sélectionnés conformément au document de normes techniques n° 120, révision 1R du *Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles*.
- b) Les pneus **doivent** présenter une bande de roulement adaptée aux conditions décrites au paragraphe 3.2.
- c) Les roues, les pneus et les jantes **doivent** comprendre des rallonges de soupape pour les pneus intérieurs, le cas échéant, afin d'y accéder plus facilement;
- d) Toutes les roues **doivent** permettre l'utilisation de chaînes antidérapantes.
- e) Une roue de secours pleine grandeur **doit** être livrée avec chaque véhicule pour chacune des tailles de pneu fournies.
- f) La roue de secours et les outils nécessaires pour changer un pneu **doivent** être fixés et entreposés dans un endroit sur le véhicule qui est accessible à partir du niveau du sol.

3.11 Cabine

- a) Le véhicule **doit** présenter une cabine étanche à l'eau conçue pour quatre (4) personnes.
- b) Au moins trois (3) portières **doivent** être fournies et munies de serrures électriques et de clés identiques.
- c) Les fenêtres latérales de la cabine du véhicule **doivent** pouvoir s'ouvrir complètement.
- d) Un système de ventilation, de chauffage et de dégivrage doté d'un ventilateur à vitesses multiples **doit** être fourni pour les conditions d'exploitation spécifiées à l'alinéa 3.2.1.

- e) Un climatiseur doit **être** fourni et doté de toutes les commandes et de tous les composants requis pour assurer la régulation de la température à l'intérieur de la cabine.
- f) Un système de lave-glace électrique **doit** être fourni et doté d'essuie-glaces à plusieurs vitesses.
- g) Le plancher ou les tapis de plancher de la cabine **doivent** être à l'épreuve des intempéries.
- h) Le plancher de la cabine ne **doit** être revêtu d'aucun tapis.
- i) La cabine **doit** être munie de deux pare-soleils intérieurs rotatifs.
- j) La cabine **doit** être dotée d'une caméra de recul.
- k) La cabine **doit** être dotée d'un poste radio AM/FM stéréo à prise auxiliaire.
 - i. Un haut-parleur supplémentaire installé près du siège de l'utilisateur à l'arrière du véhicule.
 - ii. Commandes d'arrêt, de mise en marche et de volume du haut-parleur supplémentaire à l'arrière du véhicule.
- l) Un système de positionnement global (GPS) commercial, adapté à la navigation des véhicules, **doit** être fourni et assorti d'un forfait à vie pour la mise à jour des cartes routières.
- m) Deux robustes rétroviseurs extérieurs latéraux électriques chauffants avec miroirs convexes et contrôlables de l'intérieur de la cabine **doivent** être fournis. Des rétroviseurs extérieurs rabattables électriquement et télescopiques ne sont pas requis.
- n) La cabine **doit** être dotée d'un extincteur à poudre chimique rechargeable de 2,3 kg (5 lb) homologué ULC, doté d'un manomètre et d'une étiquette d'inspection et ayant une cote minimale de 3A10BC. L'extincteur doit se trouver dans un endroit accessible pour l'opérateur.

3.11.1 **Commandes de la cabine**

- a) Chaque commande **doit** être marquée en permanence pour identifier la fonction avec des symboles bilingues ou internationaux tels que définis par la norme SAE J1362.
- b) Les commandes ne **doivent** pas restreindre le champ de vision de l'utilisateur.
- c) Les commandes **doivent** être éclairées adéquatement pour la nuit.
- d) Une commande pour la radio **doit** être prévue.
- e) Une commande pour les haut-parleurs **doit** être prévue
- f) Un régulateur de vitesse **doit** être fourni.
- g) Des vitres électriques côtés conducteur et passager et des portières à verrouillage électrique **doivent** être fournies.
- h) Une commande servant à mettre hors service l'avertisseur de recul **doit** être fournie.

- i) Une balise extérieure jaune **doit** être fournie.

3.11.2 **Instruments**

- a) Les instruments **doivent** fonctionner en unités métriques afin que l'opérateur puisse les voir dans toutes les conditions d'éclairage.
- b) Des voltmètres pour surveiller les batteries **doivent** être fournis.
- c) Un indicateur de la température du liquide de refroidissement du moteur **doit** être fourni.
- d) Un indicateur de pression d'huile du moteur **doit** être fourni.
- e) Un compteur horaire **doit** être fourni.
- f) Un indicateur de niveau du carburant **doit** être fourni.
- g) Un indicateur de vitesse **doit** être fourni.
- h) Un tachymètre-moteur **doit** être fourni.
- i) Un indicateur de dispositif de blocage du différentiel **doit** être fourni.
- j) Un indicateur d'avertissement de porte non fermée relié aux portes des compartiments extérieurs ou du compartiment principal arrière **doit** être fourni.
- k) Un système d'avertissement relié aux ceintures de sécurité qui alerte le conducteur lorsque la ceinture des occupants n'est pas bouclée **doit** être fourni.
- l) Un témoin lumineux de balise jaune extérieure **doit** être fourni.

3.11.3 **Système de communication de la cabine du véhicule**

- a) Le système de communication **doit** être muni de câbles, d'un support d'antenne et d'un espace permettant d'installer un dispositif de communication bidirectionnel. La radio bidirectionnelle sera installée par le Canada après la livraison du véhicule.
- b) Un dispositif d'alimentation en courant électrique muni d'une protection par fusible **doit** être fourni.
- c) Un système de sonorisation et un poste de retransmission automatique **doivent** être fournis.
- d) Un interphone bidirectionnel pour la communication entre la cabine et la partie CIPCU **doit** être fourni.

3.12 **Accessoires du châssis**

- a) Un support de plaque d'immatriculation avant **doit** être fourni.
- b) Un support de plaque d'immatriculation arrière avec voyant à DÉL **doit** être fourni.

- c) Un crochet de remorquage **doit** être prévu à l'avant et à l'arrière du véhicule.
- d) Des garde-boue **doivent** être fournis.
- e) Une ou des plaques de protection du carter inférieur **doivent** être fournies sous le véhicule pour protéger le moteur et la boîte de vitesses des débris sur la route.
- f) Le pare-chocs avant **doit** être muni d'une structure métallique afin de protéger la partie avant du véhicule, y compris la calandre et les phares.
- g) Des marchepieds **doivent** être installés de chaque côté du véhicule.
- h) Le véhicule **doit** être muni d'un protecteur latéral pour la partie avant du véhicule entre la structure métallique du pare-chocs avant et les marchepieds. Si une pièce de marché secondaire ne peut pas être achetée, le fabricant **doit** fabriquer sur mesure la pièce requise.
- i) Chaque pneu **doit** être couvert d'une aile.

3.12.1 **Système de mise à niveau automatique**

- a) Le véhicule **doit** être fourni avec un système de mise à niveau automatique.
- b) Le véhicule doit **pouvoir** se mettre au niveau lorsqu'il est immobile.

3.13 **Partie CIPCU**

- a) La structure de la carrosserie du système de CIPCU **doit** être construite en aluminium.

3.13.1 **Postes de travail intérieurs**

- b) Deux (2) postes de travail avec sièges **doivent** être fournis.
- c) Les sièges des postes de travail **doivent** pouvoir pivoter sur 180 degrés et se verrouiller au moins à tous les 90 degrés par rapport au poste de travail.
- d) Chaque poste de travail **doit** être conçu pour les téléphones satellites, incluant leurs accessoires fournis par l'utilisateur, les ordinateurs portatifs ou les tablettes, et les téléphones cellulaires avec leurs accessoires.
- e) Une (1) carte et un tableau d'affichage mesurant au moins 350 mm sur 600 mm **doivent** être fournis à chaque poste de travail.
- f) Deux (2) sièges pliables et fixés en permanence ou banc pour deux personnes **doivent** être fournis.
- g) Une (1) horloge à piles avec affichage des secondes **doit** être fournie.
- h) Un détecteur combiné de monoxyde de carbone et de fumée **doit** être fourni.

3.13.2 Étagères, modules de rangement et dispositifs de fixation intérieurs

- a) Les modules de rangement et les tablettes dans la partie CIPCU **doivent** être en aluminium.
- b) Tous les modules de rangements intérieurs **doivent** être intégrés au véhicule ou montés à l'intérieur du véhicule.

3.13.3 Exigences en matière de rangement à l'intérieur

- a) Les dispositifs de fixation, les modules de rangement et les tablettes à l'intérieur **doivent** être fournis de manière à pouvoir intégrer toutes les composantes du réseau radioélectrique à ressources partagées.
- b) Un espace de rangement intérieur mesurant au moins 400 mm sur 100 mm sur 300 mm **doit** être fourni pour les cartes.
- c) Un espace de rangement intérieur mesurant au moins 300 mm sur 100 mm sur 300 mm **doit** être fourni pour les stylos, les papiers et les fournitures.
- d) Au moins un (1) mètre cube d'espace de rangement intérieur **doit** être fourni pour les publications ou les livres.

3.13.4 Portes intérieures de la partie CIPCU

- a) Toutes les portes intérieures **doivent** se fermer de façon sécuritaire pour ne pas s'ouvrir pendant un trajet ou suite à une collision.

3.13.5 Plancher de la partie CIPCU

- a) Le plancher de la partie CIPCU **doit** être aussi bas que le permet le châssis ou la carrosserie.
- b) Le plancher de la partie CIPCU **doit** supporter une charge distribuée d'au moins 735 kg/m².
- c) Le plancher de la partie CIPCU **doit** être collé au sous-plancher à l'aide d'un adhésif étanche.
- d) Le plancher de la partie CIPCU **doit** être fabriqué d'un matériau ignifuge sans cire, en plus d'être à l'épreuve des marques et des éraflures.
- e) Toutes les garnitures, les bordures et les moulures au niveau du plancher **doivent** être scellées pour empêcher les liquides de suinter sous les armoires, les murs, etc.

3.13.6 Commandes de la partie CIPCU

- a) Un interrupteur d'activation de la balise jaune **doit** être prévu.
- b) Une commande pour les haut-parleurs **doit** être prévue
- c) Les commandes suivantes **doivent** être prévues au moins à un (1) des postes de travail intérieurs de la partie CIPCU:
 - i. La lumière intérieure de l'abri;

- ii. Les lumières autour du véhicule;
- iii. Les radios (si dans le support d'abri);
- iv. La connectivité de l'alimentation à quai et de la génératrice.
- d) L'affichage suivant **doit** être fourni au moins à un (1) des postes de travail de la partie CIPCU.
 - i. Facteur d'alimentation de 120 V c.a. pour la génératrice et l'alimentation à quai;
 - ii. État de chargement de la ou des batteries auxiliaires.
- e) Un thermostat **doit** être fourni pour contrôler la température dans la partie CIPCU.

3.13.7 Conditionnement d'air

- a) La partie CIPCU **doit** être munie d'un système de climatisation.
- b) Le système de climatisation **doit** présenter une plage de réglages pour le confort à toutes les places pour l'équipage tout en refroidissant ou chauffant en même temps l'équipement auxiliaire pendant que le véhicule CIPCU est déployé dans l'environnement défini à la section 3.2.
- c) Le système de climatisation **doit** être adéquatement protégé contre le bruit afin de ne pas nuire aux communications verbales à l'intérieur du véhicule.
- d) La plage de températures de la partie CIPCU **doit** être d'au moins 20 °C à 25 °C.

3.13.8 Extérieur de la partie CIPCU

- a) La partie CIPCU **doit** être munie de surfaces, de rebords, de coins et de joints scellés contre l'exposition aux liquides à l'aide d'un produit de liaison étanche à l'eau.
- b) L'extérieur de la partie CIPCU **doit** être construit en aluminium.
- c) L'extérieur de la partie CIPCU **doit** empêcher qu'il y ait une action électrolytique entre les matériaux et les métaux différents.
- d) Une gouttière **doit** être fournie pour permettre l'écoulement de la pluie aux coins de la carrosserie.
- e) L'extérieur de la partie CIPCU **doit** permettre à douze (12) personnes de se tenir debout du côté droit du véhicule tout en étant protégées par le haut contre la pluie et le soleil.

3.13.9 Portes extérieures de la partie CIPCU

- a) Une porte côté trottoir **doit** équiper la partie CIPCU et être munie d'une fenêtre ventilée munie d'une serrure et d'un écran.
- b) La partie CIPCU **doit** être munie d'une deuxième sortie d'urgence qui peut être une porte ou une fenêtre.

- c) Des portes de compartiment **doivent** être fournies sur les côtés de la partie CIPCU.
- d) Toutes les portes de la partie CIPCU **doivent** :
 - i. être conçues pour empêcher l'infiltration d'eau, de poussière ou de débris;
 - ii. être munies de dispositifs de maintien en position ouverte;
 - iii. ne pas pouvoir endommager la partie CPICU pendant leur ouverture;
 - iv. être munies d'une poignée à usage extérieur et de la même serrure que toutes les autres portes;
 - v. être munies d'un système d'ouverture secondaire advenant que le mécanisme de verrouillage principal fasse défaut;
 - vi. être munies de fenêtres faites de verre feuilleté de qualité automobile teinté de 10 % à 20 % pour réduire les effets de la chaleur solaire.

3.13.10 **Fenêtres extérieures de la partie CIPCU**

- a) Toutes les fenêtres de la partie CIPCU **doivent** fournir, au minimum, une vue jusqu'à 45 degrés vers le bas et jusqu'à 90 degrés vers le haut de chaque siège du poste de travail des deux côtés et à l'arrière.
- b) Toutes les fenêtres de la partie CIPCU **doivent** s'ouvrir.
- c) Lorsqu'elles sont ouvertes, toutes les fenêtres de la partie CIPCU **doivent** être munies d'un passage pour l'air muni d'un grillage.
- d) Toutes les fenêtres de la partie CIPCU **doivent** être retenues de l'intérieur.

3.13.11 **Compartiments de rangement extérieurs**

- a) Les compartiments de rangement extérieurs **doivent** être intégrés à la partie CIPCU.
- b) Un compartiment pour le matériel électrique extérieur **doit** être prévu.
- c) Les compartiments de rangement extérieurs **doivent** être munis d'un tapis de compartiment.

3.13.12 **Supports de la partie CIPCU**

- a) Des dispositifs de fixation de carrosserie isolant contre les vibrations **doivent** être fournis.
- b) Tous les supports de la partie CIPCU doivent être conçus et installés conformément aux directives du fabricant du châssis.

3.13.13 **Accessoires de la partie CIPCU**

- a) Des rampes de maintien à prise texturée **doivent** être fournies.

- b) La partie CIPCU doit être munie d'un extincteur à poudre chimique rechargeable de 2,3 kg homologué ULC, doté d'un manomètre et d'une étiquette d'inspection et ayant une cote minimale de 3A10BC; l'extincteur doit être placé dans un endroit accessible pour l'utilisateur.

3.13.14 **Autres exigences en matière de rangement**

- a) Un compartiment de rangement intérieur ou extérieur dont le volume est d'au moins 0,4 mètre cube **doit** être fourni pour deux (2) trousseaux d'hiver militaires personnelles comprenant un manteau, des bottes, des gants, etc.
- b) Un compartiment de rangement intérieur ou extérieur dont le volume est d'au moins 0,4 mètre cube **doit** être fourni pour deux (2) combinaisons HAZMAT.
- c) Un compartiment de rangement à l'intérieur ou à l'extérieur **doit** être fourni pour deux (2) vestes de sécurité.

3.14 **Système radio à commutation automatique de canaux**

- a) Les émetteurs-récepteurs à commutation automatique de canaux **doivent** être configurés de façon à s'assurer que les utilisateurs bénéficient d'une souplesse maximale lorsqu'ils utilisent d'autres entités opérationnelles.
- b) L'entrepreneur **doit** s'assurer que l'ensemble est configuré de manière à permettre un fonctionnement entièrement intégré sur le réseau radioélectrique à ressources partagées du MDN. Le système à commutation automatique de canaux du MDN est un réseau radioélectrique de partage Motorola Astro 25 conforme aux exigences d'APCO P25 Phase 1 déployant l'ensemble de caractéristiques voix et données de type intégré A7.14.
- c) L'infrastructure du système à commutation automatique de canaux du MDN est configurée pour prendre en charge les capacités suivantes :
 - i. Chiffrement de 265 octets selon AES conforme à la FIPS 197;
 - ii. Fonctionnement aux niveaux de sécurité atteignant et comprenant la FIPS 140-2 niveau 3;
 - iii. Mise à clé par radiocommunication (OTAR);
 - iv. Applications de suivi et de géolocalisation GPS de type intégré;
 - v. Messagerie texte entre les abonnés et les répartiteurs;
 - vi. Authentification de couche de liaison pour s'assurer que les radios mystifiées ne peuvent joindre le système;
 - vii. Commandes d'inhibition de destruction ou d'endommagement à distance; et
 - viii. Fonctionnalité de vérification de la radio automatisée à distance pour s'assurer que l'unité est active et présente dans le système.

3.14.1 **Têtes de commande – Système radio à commutation automatique de canaux**

- a) Le ministère de la Défense nationale fournira deux (2) têtes de commande Motorola, modèle O2, pour chaque véhicule.
- b) Une (1) tête de commande Motorola O2 **doit** être fixée à un endroit pratique à la portée du conducteur.
- c) Une deuxième tête de commande Motorola O2 **doit** être fixée de façon à donner un accès pratique au dispositif de commande sur place dans la partie CIPCU.
- d) Chaque tête de commande **doit** être munie d'un microphone de paume HMN1089 à utiliser par le passager et le conducteur pendant le trajet jusqu'à un nouvel emplacement.

3.14.2 **Émetteur-récepteur radio mobile Motorola APX 8500**

- a) Le ministère de la Défense nationale fournira deux (2) radios mobiles Motorola APX 8500 pour chaque véhicule incluant les pièces identifiées au para 3.14.2 c). Le ministère de la Défense nationale **doit** installer et intégrer deux (2) émetteurs-récepteurs radio mobiles Motorola APX 8500 en respectant les instructions d'installation du fabricant.
- b) Les dimensions des émetteurs-récepteurs radio et des têtes de commande correspondantes sont présentées dans la plus récente version du manuel d'installation Motorola numéro 6878215A01 et dans la documentation correspondante qui est présentée en ligne. Lorsque les informations ne sont pas disponibles dans les publications données à titre de référence, on **doit** consulter le fabricant et suivre les pratiques exemplaires recommandées par Motorola.
- c) Les pièces de la radio mobile à bandes multiples APX 8500 sont :
 - i. PMB-100(V2), modèle M37TSS9PW1N;
 - ii. APEX à fonctionnement CAI Astro Digital, modèle Q806M;
 - iii. APEX à fonctionnement SmartZone, modèle G51M;
 - iv. Logiciel de partage P25, modèle G361M;
 - v. Tête de commande APX02 (grise), modèle GA0080M;
 - vi. Logiciel pour tête de commande APX, modèle G444M;
 - vii. Dispositif de fixation à distance, puissance moyenne, modèle G67M;
 - viii. Antenne mobile toutes bandes (7/8/V/U), modèle GA01513M;
 - ix. Antenne GPS/WI-FI, modèle GA00226M;
 - x. Microphone de paume, modèle W22M;
 - xi. Matériel à deux têtes de commande, modèle GA00092M;

- xii. Câble de fixation à distance de 9,12 m, modèle G610M;
 - xiii. Câble de fixation à distance de 5,2 m, modèle G628M;
 - xiv. Balayage de choix du meilleur signal reçu multidiffusion, modèle G387M;
 - xv. Fourniture par la voie des airs, modèle G996M;
 - xvi. Données améliorées, modèle QA3399M;
 - xvii. OTAR Astro P25 avec multiclé, modèle G298M;
 - xviii. APX à chiffrement AES, modèle G843M;
 - xix. PRÉAMP. RF (opérationnel pour bandes VHF et UHF seulement), modèle W12M.
- d) Les émetteurs-récepteurs mobiles APX 8500 **doivent** être situés dans la partie CIPCU à l'intérieur de l'espace servant à contenir l'équipement radio où le débit d'air est suffisant pour permettre le refroidissement pendant le fonctionnement.

3.14.3 **Radio portative toutes bandes Motorola APX 8000 avec clavier complet**

- a) Le ministère de la Défense nationale fournira un (1) poste radio portatif Motorola APX 8000 incluant les pièces identifiées au para 3.14.3 b). Le véhicule **doit** comporter un espace de rangement et un dispositif de chargement de la radio Motorola APX 8000 dans la partie CIPCU.
- b) Les pièces de la radio portative toutes bandes APX 8000 avec clavier complet sont :
 - i. APX 8000 M3.5, modèle H91TGD9PW7AN;
 - ii. Fonctionnement CAI Astro Digital, modèle Q806a;
 - iii. Chiffrement AES, modèle Q629a;
 - iv. Fonctionnement SmartZone, modèle H38a,
 - v. SmartZone Omni-link Q173a;
 - vi. Partage P25 9600 BAUD, modèle Q361a;
 - vii. Activation du PSU du DVRS, modèle QA00631a;
 - viii. OTAR Astro P25 avec multiclé, modèle Q498a;
 - ix. Programming Over Projet 25 (OTAP), modèle G996;
 - x. Submersible (Delta T), modèle H499a;
 - xi. Carter vert impact, modèle QA01427a;
 - xii. IMPRES 2, 4850 MAH (IS)(PMNN4505A), modèle QA05595AA;

- xiii. Programmation de panneau avant (FPP), modèle Q53a;
- xiv. Boîtier de transport avec boucle de ceinture, modèle PMLN5660; et
- xv. Pile de secours, grande capacité, intrinsèquement sécuritaire, modèle PMNN4505A.

3.14.4 **Radio portatives Motorola APX 6000**

- a) Le ministère de la Défense nationale fournira pour chaque véhicule cinq (5) radios portatives Motorola APX 6000 incluant les pièces identifiées au para 3.14.4 b). Le véhicule **doit** comporter un espace de rangement et un dispositif de chargement de la radio Motorola APX 6000 dans la partie CIPCU.
- b) Les pièces de la radio portative APX 6000 avec clavier complet sont :
 - i. APX 6000 modèle 2, modèle H98KGF9PW6BN;
 - ii. Fonctionnement CA1 Astro Digital, modèle Q806;
 - iii. Partage P25 9600 bauds, modèle Q361;
 - iv. OTAR Astro P25 avec multiclé, modèle Q498;
 - v. Submersible (Delta T), modèle H499;
 - vi. Carter vert impact, modèle QA01427;
 - vii. Support de transport de base, modèle PMLN5331.

3.14.5 **Antennes**

- a) Les antennes à trois bandes **doivent** être fournies et se trouver sur le toit du véhicule de façon à permettre une exposition non obstruée au ciel.
- b) La distance entre chaque antenne **doit** être d'au moins deux (2) mètres.
- c) Le véhicule **doit** être muni de circuits protecteurs branchés aux antennes radio de type plate-forme.

3.15 **Radio sol-air**

3.15.1 **Émetteur-récepteur radio mobile General Dynamics**

- a) Le ministère de la Défense nationale fournira une (1) radio mobile General Dynamics URC-200 (V2) PMB-100 (V2) pour chaque véhicule incluant les pièces identifiées au para 3.15.1 c). Le véhicule **doit** être muni d'un (1) émetteur-récepteur radio General Dynamics URC-200 (V2) PMB-100 (V2) dans la partie CIPCU conformément aux recommandations du fabricant.
- b) L'émetteur-récepteur PMB-100 (V2) **doit** se trouver dans la partie CIPCU, dans l'espace prévu pour contenir l'équipement radio où le débit d'air est suffisant pour permettre le refroidissement pendant les opérations.

c) Les pièces de l'émetteur-récepteur PMB-100 (V2) sont :

- i. Émetteur-récepteur URC-200 (V2);
- ii. Alimentation en c.a. UAC-100;
- iii. Support URM-100;
- iv. Combiné PTHS;
- v. Antenne à ressort UVU-110S;
- vi. Manuel d'utilisation et d'entretien;

3.15.2 **Têtes de commande – Radio sol air**

- a) Le ministère de la Défense national fournira la tête de commande pour la configuration mobile PMB-100 (V2). La tête de commande à distance General Dynamics applicable **doit** être fixée dans un endroit pratique dans la partie CIPCU du véhicule.
- b) Un (1) haut-parleur à distance de General Dynamics **doit** être installé dans la partie cabine du véhicule pour permettre au contrôleur sur place de communiquer sur une fréquence ATC présélectionnée lorsqu'il se rend au lieu d'urgence.
- c) Un (1) haut-parleur à distance de General Dynamics **doit** être installé dans la partie CIPCU afin de permettre au contrôleur sur place de communiquer sur une fréquence ATC présélectionnée lorsqu'il est arrêté.

3.15.3 **Radio de type sac à dos General Dynamics**

- a) Le ministère de la Défense nationale fournira une (1) radio de type sac à dos General Dynamics URC-200 PBP-200 (V2) pour chaque véhicule incluant les pièces identifiées au para 3.15.3 b). Le véhicule **doit** être muni d'une (1) radio de type sac à dos General Dynamics URC200 PBP-200 (V2) pour chaque véhicule.
- b) Les pièces de la radio de type sac à dos General Dynamics URC-200 PBP-200 (V2) sont :
 - i. Émetteur-récepteur URC-200 (V2), numéro de pièce 01-P49420J011;
 - ii. Boîte pour batterie UBC-100;
 - iii. Antenne radio UVU-100;
 - iv. Combiné PTHS-100;
 - v. Deux (2) batteries rechargeables au nickel-cadmium BB-590/U;
 - vi. Chargeur de piles double de qualité commerciale UBS-110;
 - vii. Sac de transport Woodland UCB-200;

viii. Manuel d'utilisation et d'entretien.

3.15.4 **Antennes**

- a) L'antenne du poste de base UVU-200 **doit** se trouver sur le toit de la partie CIPCU de façon à permettre une exposition non obstruée au ciel.
- b) Cette antenne **doit** être utilisée avec la configuration mobile PMB-100 (V2).
- c) L'emplacement des antennes **doit** être conforme à l'ITFC C-55-040-001/TS-002, Normes et exigences en matière de sécurité des radiofréquences et au code de sécurité 6 : Lignes directrices de Santé Canada sur l'exposition aux radiofréquences
- d) La distance entre chaque antenne **doit** être d'au moins deux (2) mètres.

3.16 **Alternateur(s)**

- a) Le véhicule **doit** être muni d'un ou de plusieurs alternateurs fournis dans le cadre de l'ensemble de préparation CIPCU.
- b) Les alternateurs **doivent** alimenter la partie CIPCU et la cabine du véhicule.
- c) Les alternateurs **doivent** pouvoir s'utiliser avec un circuit de chargement de 12 V c.c.

3.17 **Système de génératrice**

- a) Le véhicule **doit** être muni d'une génératrice diesel pouvant fonctionner dans toutes les conditions définies dans la section 3.2.
- b) La puissance de la génératrice **doit** permettre d'alimenter l'équipement en c.a. et l'équipement en c.c. du véhicule CIPCU pendant quatre (4) heures à une charge de 100 % avant le ravitaillement en carburant.
- c) La taille de la génératrice **doit** procurer une réserve de 20 %.
- d) La génératrice **doit** être munie d'un interrupteur de transfert et d'un panneau de disjoncteurs.
- e) La génératrice **doit** être placée à l'intérieur du véhicule.
- f) La génératrice **doit** être placée à l'intérieur d'une enceinte insonorisée de façon à ce qu'on puisse entendre facilement les conversations à l'intérieur du véhicule et dans la zone de breffage extérieure.
- g) La génératrice **doit** être facile d'accès lorsqu'on doit procéder à son entretien.

3.18 **Batteries**

- a) Le véhicule doit être muni de batteries à grande capacité et sans entretien retenues dans un endroit bien protégé.
- b) Les batteries **doivent** être fixées dans un endroit ventilé, protégé et accessible.

- c) Elles **doivent** présenter une capacité nominale supérieure au courant consommé dans les conditions de fonctionnement établies.
- d) Les batteries du véhicule **doivent** être isolées de toute autre batterie qui alimente l'équipement.

3.19 Système électrique

- a) Le système électrique doit être conforme aux normes de type 4 de la National Electrical Manufacturers Association.
- b) Le véhicule **doit** être muni d'un circuit électrique de 12 volts.
- c) Les fils **doivent** être protégés par des passe-fils isolants là où ils traversent du métal.
- d) Un interrupteur général accessible à partir du sol **doit** être fourni.
- e) Au minimum, le véhicule **doit** être muni des systèmes électriques secondaires suivants :
 - i. Courant continu (c.c.) du véhicule;
 - ii. Courant continu (c.c.) et courant alternatif (c.a.) auxiliaires du véhicule;
 - iii. Courant alternatif provenant de l'alimentation du quai et d'une génératrice; et
 - iv. Batteries.
- f) Le véhicule et le circuit électrique auxiliaire **doivent** être séparés et isolés l'un de l'autre.
- g) Le véhicule **doit** pouvoir contourner le circuit à c.c. auxiliaire pour démarrer le véhicule en cas d'urgence.
- h) Le moteur du véhicule **doit** avoir des batteries suffisamment puissantes pour redémarrer après l'arrêt du moteur et de la génératrice pendant trente (30) minutes avec les batteries fonctionnant à 80 % de leur capacité nominale.
- i) Le drainage parasite maximal du circuit électrique **ne doit pas** empêcher le démarrage normal du véhicule pendant trente (30) jours dans des conditions ambiantes.
- j) Le circuit électrique **doit** pouvoir accepter et utiliser efficacement une puissance de 120 volts, 60 Hz de la terre ou d'une génératrice conformément au Code canadien de l'électricité.
- k) Le circuit électrique **doit** être protégé contre les éclairs et les surtensions conformément aux normes de l'Association canadienne de normalisation.
- l) Le circuit électrique **doit** être adéquatement ventilé et refroidi pour les opérations prolongées.
- m) Le circuit électrique **doit** être facile d'accès pour la maintenance et le dépannage.
- n) Le circuit électrique **doit** être fiable dans toutes sortes de conditions difficiles allant du froid extrême à la chaleur en passant par la poussière, l'humidité et les vibrations, comme cela est défini à la section 3.2.

- o) Une capacité de contrôle électrique **doit** être incorporée et fournir un passage automatique et une sécurité pour la distribution du courant dans le véhicule.
- p) Aucun des dispositifs électriques ou électroniques ne **doit** être endommagé par des décharges électrostatiques pendant la pose, la manipulation et l'utilisation normales.

3.19.1 Courant continu (c.c.) du véhicule

- a) Les charges du moteur **doivent** être comprises dans le système secondaire à c.c. du véhicule.
- b) Les lumières commerciales sur étagère **doivent** être comprises dans le système secondaire à c.c. du véhicule.
- c) Le GPS **doit** être compris dans le système secondaire à c.c. du véhicule.
- d) Les ports USB de la cabine du véhicule **doivent** être compris dans le système secondaire à c.c. du véhicule.
- e) Les dispositifs de cabine **doivent** être compris dans le système secondaire à c.c. du véhicule.

3.19.2 Courant continu auxiliaire du véhicule

- a) Les voyants à l'intérieur de la partie CIPCU **doivent** être compris dans le système secondaire à c.c. auxiliaire du véhicule.
- b) Les voyants d'avertissement extérieurs **doivent** être compris dans le système secondaire à c.c. auxiliaire du véhicule.
- c) La balise de terrain d'aviation **doit** être comprise dans le système secondaire à c.c. auxiliaire du véhicule.
- d) Les charges radio de deux (2) appareils Motorola PBX 8500 et d'un (1) appareil General Dynamics PMB-100 (v2) **doivent** être comprises dans le système secondaire à c.c. auxiliaire du véhicule.
- e) La charge du haut-parleur extérieur **doit** être comprise dans le système secondaire à c.c. auxiliaire du véhicule.
- f) Le centre de commande de la cabine (indicateur porte ouverte, balise extérieur, radios) **doit** être compris dans le système secondaire à c.c. auxiliaire du véhicule.
- g) Les ports USB de la partie CIPCU **doivent** être compris dans le système secondaire à c.c. auxiliaire du véhicule.
- h) Une réserve de 20 % pour croissance future **doit** être comprise dans le système secondaire à c.c. auxiliaire du véhicule.

3.19.3 Sous-circuit de 120 V c.a. auxiliaire du véhicule

- a) Deux prises de disjoncteur de fuite de terre double par poste de travail pour chargement de batterie de table ou d'ordinateur portatif **doivent** être comprises dans le sous-circuit de 120 V c.a. auxiliaire du véhicule.
- b) Les charges du chargeur de batterie de radio portative **doivent** être comprises dans le sous-circuit de 120 V c.a. auxiliaire du véhicule.
- c) Les charges d'éclairage de la zone de breffage **doivent** être comprises dans le sous-circuit de 120 V c.a. auxiliaire du véhicule.
- d) Les charges des prises extérieures du véhicule **doivent** être comprise dans le sous-circuit de 120 V c.a. auxiliaire du véhicule.
- e) Les charges des prises intérieures de la partie CIPCU **doivent** être comprises dans le sous-circuit de 120 V c.a. auxiliaire du véhicule.
- f) Les charges des ports USB intérieurs de la partie CIPCU **doivent** être comprise dans le sous-circuit de 120 V c.a. auxiliaire du véhicule.
- g) Une réserve de 20 % pour croissance future **doit** être comprise dans le sous-circuit de 120 V c.a. auxiliaire du véhicule.

3.19.4 Génératrice et alimentation à quai

- a) Les charges à c.c. auxiliaires du véhicule **doivent** être comprises dans le sous-circuit d'alimentation à quai ou par génératrice.
- b) Les charges de 120 V c.a. auxiliaires du véhicule **doivent** être comprises dans le sous-circuit d'alimentation à quai ou par génératrice.
- c) Les charges de chargement de batterie de type auxiliaire allant de 0 % à 80 % en quatre (4) heures **doivent** être comprises dans le sous-circuit d'alimentation à quai ou par génératrice.
- d) Les charges CVC de la partie CIPCU **doivent** être comprises dans le sous-circuit d'alimentation à quai ou par génératrice.
- e) Une réserve de 20 % pour croissance future **doit** être comprise dans le sous-circuit de la génératrice.

3.19.5 Batterie(s)

- a) La charge du système secondaire à batteries seulement **doit** durer au moins trente (30) minutes.
- b) La charge des lumières intérieures de la partie CIPCU d'une durée d'au moins trente (30) minutes **doit** être comprise dans le système secondaire à une ou plusieurs batteries de type auxiliaire seulement.

- c) Les charges pour deux (2) appareils Motorola PBX 8500 et un (1) appareil General Dynamics PMB-100 (v2) **doivent** être comprises dans le système secondaire à une ou plusieurs batteries de type auxiliaire seulement.
- d) Les charges destinées au centre de commande de la partie CIPCU **doivent** être comprises dans le système secondaire à une ou plusieurs batteries de type auxiliaire seulement.

3.19.6 Alimentation à quai de 110 volts

- a) Le véhicule **doit** être muni d'un circuit d'alimentation de 110 volts c.a. certifié ULC.
- b) Une entrée d'alimentation à quai à éjection automatique **doit** être munie d'une protection par disjoncteur de fuite de terre pour les moments où le véhicule est stationné et peut être branché dans une source d'alimentation.

3.20 Compatibilité électromagnétique

- a) Le véhicule **doit** être compatible du point de vue électromagnétique à l'intérieur de lui-même de manière à respecter les exigences de rendement opérationnel de la plate-forme.
- b) Les émissions de rayonnement involontaires de la plate-forme **ne doivent pas** dépasser 98 décibels-milliwatts (dBm) dans les plages suivantes, 118 à 174 MHz, 225 à 520 MHz et 764 à 870 MHz lorsqu'elles sont mesurées par des antennes de communication des radios installées aux endroits appropriés.
- c) La liaison électrique de la plate-forme **doit** fournir une continuité électrique sur toutes les interfaces mécaniques externes au niveau de l'équipement électrique, de l'équipement électronique et de l'équipement d'antenne.
- d) Aucun des dispositifs électriques ou électroniques ne **doit** être endommagé par des décharges électrostatiques pendant la pose, la manutention et l'utilisation normales.
- e) Tout l'équipement électrique (y compris les radios, les supports de radio et les antennes) **doit** être posé conformément aux instructions du fabricant concernant l'équipement.

3.21 Éclairage

- a) Le véhicule **doit** être muni de DÉL, y compris pour les feux de recul, les feux de plaque d'immatriculation, les feux de gabarit, les feux de freinage, les feux arrière, les clignotants.
- b) Les lumières **doivent** être encastrées ou protégées d'une manière quelconque contre tout genre de dommages. Tous les composants doivent être accessibles aux fins d'entretien.
- c) Une balise jaune fixée sur le toit de la partie arrière CIPCU **doit** être fournie.
- d) L'intensité lumineuse de l'éclairage du tableau de bord **doit** être réglable.
- e) L'éclairage intérieur de la partie CIPCU **doit** comprendre un éclairage par le haut, interne et à intensité réglable.

- f) Deux (2) projecteurs à DÉL portatifs installés sur un poteau avec alimentation indépendante pouvant être déployés loin du véhicule et produisant un éclairage d'au moins 6 000 lumens pendant au moins deux (2) heures **doivent** être fournis.
- g) Au moins dix (10) lampes à DÉL produisant au moins 14 000 lumens **doivent** être fournies, soit deux (2) à l'avant du véhicule, deux (2) à l'arrière et trois (3) de chaque côté du véhicule avec les commandes à l'intérieur de la cabine du véhicule et de la partie CIPCU.
- h) Un système d'éclairage en bande à DÉL automatique **doit** être fourni dans toutes les armoires.

3.22 Peinture

- a) La cabine, le châssis et la carrosserie du véhicule **doivent** avoir une peinture dont la finition est de grande qualité conformément aux recommandations du fabricant.
- b) La peinture **doit** être garantie contre le décollement, le craquelage, les boursouflures, la corrosion et la décoloration par les rayons UV.
- c) Les pièces extérieures de la carrosserie et de la cabine **doivent** être peinturées avant d'être posées pour assurer une couverture complète.
- d) Une peinture jaune AMS 595A **doit** être appliquée sur toutes les surfaces extérieures exposées qui sont peintes, normalement, à des fins commerciales.
- e) Les couleurs intérieures **doivent** être des teintes de gris et/ou de bleu conformes aux normes du fabricant.

3.23 Autocollants

- a) Tout le lettrage **doit** être en caractères ARIAL BLACK dont la taille permet d'accommoder le texte requis dans les zones délimitées.
- b) Le lettrage **doit** être une combinaison de rouge et de noir sur la couleur jaune à haute visibilité requise du véhicule.
- c) Des autocollants **doivent** être apposés à l'aide de vinyle de haute qualité avec revêtement en polyuréthane transparent ou l'équivalent.
- d) Une signalisation réfléchissante avec la mention « ON-SCENE CONTROL AND EMERGENCY RESPONSE » et présentant une couleur contrastante par rapport à l'arrière-plan **doit** être fournie sur les côtés et sur l'arrière du véhicule.
- e) Une signalisation réfléchissante avec la mention « CONTRÔLE SUR PLACE DES INTERVENTIONS EN CAS D'URGENCES » et présentant une couleur contrastante par rapport à l'arrière-plan **doit** être fournie sur les côtés et sur l'arrière du véhicule.

3.24 Ruban rétroréfléchissant

- a) Un ruban rétroréfléchissant doit être placé sur le véhicule comme le prévoit le Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles (RSVA).

- b) Un ruban rétroréfléchissant doit être placé sur le véhicule pour augmenter la visibilité sur le terrain d'aviation.
- c) Le ruban rétroréfléchissant doit être placé sur le véhicule pour rendre celui-ci visible lorsqu'on l'utilise sur la route par faible visibilité.

3.25 Protection contre la corrosion

- a) Le véhicule **doit** être conçu et fabriqué de manière à empêcher la formation de corrosion galvanique.
- b) Les matériaux utilisés pour fabriquer le véhicule **doivent** résister aux dommages ou à la détérioration découlant du nettoyage de l'équipement au moyen d'eau chaude ou froide, de vapeur ou de détergents.
- c) Un revêtement commercial anticorrosion appelé Krown Rust Control ou Rust Check **doit** être appliqué sur le véhicule.
- d) Un autocollant et des documents de garantie pour le revêtement de protection contre la corrosion **doivent** accompagner le véhicule.

3.26 Plaques d'avertissement, signalétiques et d'instructions

- a) Toutes les étiquettes d'identification, d'instructions et de mise en garde **doivent** être rédigées en anglais et en français ou comporter des symboles internationaux conformes à la norme SAE J1362.
- b) Toutes les étiquettes d'identification, d'instructions et d'avertissement **doivent** être visibles pour l'utilisateur.
- c) Tous les indicateurs et les commandes **doivent** être étiquetés en permanence.

3.26.1 Identification du véhicule

- a) Les renseignements suivants **doivent** être apposés en permanence à un endroit protégé et bien en vue :
- b) Les renseignements d'identification **doivent** comprendre le nom du fabricant de la cabine et du châssis, le numéro de modèle, le numéro de série et l'année de modèle;
- c) Les renseignements d'identification **doivent** comprendre le modèle du fabricant du châssis et le numéro de série.
- d) Les renseignements d'identification **doivent** comprendre le modèle du fabricant de l'équipement et le numéro de série.
- e) Les renseignements d'identification **doivent** inclure le PNBV et le PNBE.

3.27 Équipement secondaire

- a) Deux (2) lumières manuelles à DÉL intrinsèquement sécuritaires avec chargeurs **doivent** être fournies.
- b) Un (1) balai pour balayer le plancher intérieur **doit** être fourni;
- c) Deux (2) pelles à tête numéro 2 avec un manche d'une longueur d'au moins 1,22 m **doivent** être fournies.
- d) Une (1) hache polyvalente avec un manche d'une longueur de 66 cm **doit** être fournie.
- e) Une (1) barre-levier d'une longueur de 66 cm doit être fournie.
- f) Des dispositifs de retenue d'équipement appropriés pour tous les articles énumérés au point 3.27 **doivent** être fournis dans les compartiments de rangement extérieurs ou intérieurs du véhicule.

4. SOUTIEN LOGISTIQUE INTÉGRÉ (SLI)

4.1 Produits livrables de SLI

Le tableau suivant indique les éléments de SLI que l'entrepreneur **doit** fournir, y compris le support (papier ou numérique), la méthode d'envoi prévue et le paragraphe de référence.

Élément	Format/sup port	Livré à l'AT	Fourni avec chaque véhicule ou équipement	Paragraphe de référence
Ensemble de manuels	Numérique	X	X	4.2
	Papier		X	
Lettre de garantie	Numérique	X	X	4.3
Sommaire des données	Numérique	X		4.4.1
Photographies	Numériques	X		4.4.2
Dessin des dimensions	Numérique	X	X	4.4.3
Liste d'outils spéciaux	Numérique	X		4.4.4
Liste des pièces de rechange pour l'entretien préventif (LPREP)	Numérique	X		4.4.5
Liste des pièces de rechange recommandées (LPRR)	Numérique	X		4.4.6

4.2 Manuels du véhicule

Tous les manuels traitant de la description, du fonctionnement, de l'entretien et de la réparation de l'équipement complet, y compris les sous-systèmes connexes, **doivent** être fournis.

4.2.1 Manuel de l'opérateur

- a) Les manuels de l'opérateur **doivent** être rédigés en anglais et en français.
- b) Les manuels de l'opérateur **doivent** comprendre les instructions d'utilisation sécuritaire du véhicule.
- c) Les manuels de l'opérateur **doivent** comprendre des instructions/vérifications d'entretien quotidiennes que doit effectuer l'opérateur (y compris la lubrification).
- d) Les manuels de l'opérateur **doivent** comprendre des avertissements de sécurité.
- e) Les manuels de l'opérateur **doivent** comprendre les signaux manuels.

4.2.2 Catalogues des pièces

- a) Le ou les catalogues des pièces **doivent** être en anglais.
- b) Le catalogue des pièces **doit** comprendre des illustrations représentant tous les composants du véhicule, y compris l'équipement et les accessoires d'autres fabricants qui sont fournis pour répondre aux exigences du contrat. Ces illustrations **doivent** inclure des numéros pour le catalogue des pièces.
- c) Le catalogue des pièces **doit** comprendre une liste de toutes les pièces cataloguées, accompagnées des numéros de pièces du FÉO, du nom des pièces et d'une courte description des pièces.
- d) Le catalogue des pièces **doit** comporter une liste établissant la correspondance entre le numéro de pièce du fabricant, le numéro de l'illustration et le numéro de pièce correspondant.
- e) Le catalogue des pièces **doit** comporter une représentation des écriteaux bilingues d'avertissement et des étiquettes d'identification installées sur l'équipement à sa livraison.

4.2.3 Manuels d'entretien

- a) Le manuel d'entretien **doit** être rédigé en anglais et en français.
- b) Le manuel d'entretien **doit** comprendre un guide de dépannage montrant les étapes et les essais requis pour déterminer la cause exacte d'un problème et une explication des étapes requises pour le régler.
- c) Le manuel d'entretien **doit** comprendre la liste des tolérances nécessaires, des couples de serrage et des volumes de liquides requis, ainsi qu'une liste de tous les outils spéciaux (avec leurs numéros de pièce).

- d) Le manuel d'entretien **doit** comprendre des renseignements sur l'ordre de démontage et de remontage des systèmes et des composants du véhicule.
- e) Le manuel d'entretien **doit** comprendre une liste des outils spéciaux requis comme indiqué au paragraphe 4.3.4.

4.2.4 **Livraison des manuels à l'autorité technique**

- a) Des échantillons des manuels **doivent** être soumis à l'approbation de l'autorité technique (AT) avant la livraison du véhicule, et ce, pour chaque modèle ou sous-système. Ces échantillons ne seront pas retournés. L'AT présentera son approbation ou des commentaires sur les manuels dans les 30 jours civils.
- b) Un (1) ensemble complet de manuels (opérateur, entretien et pièces) en format électronique **doit** être livré à AT.

4.2.5 **Livraison des manuels avec le véhicule**

- a) Un (1) ensemble complet de manuels (manuel de l'opérateur, manuel d'entretien et catalogue de pièces) **doit** accompagner chaque véhicule livré à chaque lieu de livraison.
- b) Les manuels **doivent** être fournis en format papier et sous forme électronique.

4.2.6 **Format électronique**

- a) Le format électronique **ne doit pas** exiger d'installation, de mot de passe, ni de connexion à l'Internet afin qu'on puisse le consulter. Les manuels **doivent** être en format PDF interrogeable et non verrouillé.

4.2.7 **Manuels provisoires**

- a) Dans le cas où des manuels approuvés ne sont pas disponibles au moment de la livraison du matériel, des manuels portant la mention « Provisoire » **doivent** être fournis avec le matériel.
- b) L'entrepreneur **doit** fournir des manuels de remplacement approuvés pour toutes les destinations où des manuels provisoires ont été livrés.

4.2.8 **Suppléments aux manuels**

- a) L'entrepreneur **doit** fournir des suppléments aux manuels (de l'utilisateur, d'entretien et catalogues des pièces) pour assurer le soutien de l'équipement installé chez le concessionnaire qui n'est pas abordé dans les manuels du véhicule.
- b) Les suppléments aux manuels **doivent** être fournis conformément aux stipulations des points 4.2.4 et 4.2.5.

4.2.9 **Droits de traduction et de reproduction**

- a) Le gouvernement du Canada **doit** se réserver le droit de traduire et de reproduire, en tout ou en partie, pour son usage exclusif, les publications fournies, y compris les trousseaux de formation livrées dans le cadre de l'entente contractuelle.

4.2.10 **Modifications des manuels**

- a) Pour la période du contrat, les modifications à l'équipement ayant un effet sur le contenu des manuels **doivent** se refléter dans la révision des versions électronique et papier des manuels.
- b) Les modifications apportées aux manuels **doivent** être conformes aux mêmes exigences de format et de présentation que les manuels originaux.
- c) L'entrepreneur **doit** envoyer la version électronique révisée du manuel à l'AT et aux emplacements de livraison.
- d) L'AT donnera son approbation ou fera des commentaires sur les manuels dans les 30 jours civils.

4.3 **Lettre de garantie**

- a) La lettre de garantie **doit** comprendre une liste de tous les fournisseurs de services de garantie canadiens désignés qui honoreront la garantie de l'équipement et des accessoires (le cas échéant) acquis dans le cadre du présent contrat, y compris le nom de la personne-ressource et le numéro de téléphone de chaque fournisseur de services de garantie.
- b) La lettre de garantie **doit** comprendre les garanties supplémentaires visant les sous-systèmes et une copie de la lettre de garantie bilingue provenant du fabricant d'équipement d'origine (FÉO) de chaque sous-système.
- c) La lettre de garantie **doit** mentionner la durée de garantie négociée dans le cadre du contrat.
- d) La lettre de garantie **doit** inclure les coordonnées de l'entrepreneur et le nom et le numéro de téléphone de la personne chargée du soutien de la garantie.

4.3.1 **Remise de la lettre de garantie**

- a) L'entrepreneur **doit** remettre à l'autorité technique une lettre de garantie en anglais et en français pour chaque véhicule. Si l'AT exige que cette lettre soit produite selon le modèle fourni par le ministère de la Défense nationale (MDN), il **doit** fournir à l'entrepreneur un modèle de lettre de garantie qui soit acceptable pour le MDN.

4.4 **Autres produits livrables de SLI à remettre à l'autorité technique**

4.4.1 **Fiche technique**

- a) Pour chaque marque, modèle et configuration du véhicule, l'entrepreneur **doit** fournir une fiche technique en anglais et en français dans le format de l'AT, comprenant données et photographies du véhicule.

4.4.2 **Photographies**

- a) L'entrepreneur **doit** fournir des photographies en couleurs, prises devant un fond neutre, en format numérique JPEG à une résolution d'au moins 10 mégapixels, sous les angles suivants :
- b) une vue des trois quarts avant gauche de l'unité finale;

- c) une vue des trois quarts arrière droits de l'unité complétée.

4.4.3 **Dessin avec dimensions**

- a) Une vue latérale et une vue de face, montrant les dimensions, **doivent** être fournies.

4.4.4 **Liste des outils spéciaux**

L'entrepreneur **doit** fournir une liste détaillée des outils spéciaux nécessaires pour l'entretien et les réparations du véhicule. Cette liste doit comprendre :

- a) le nom de l'article;
- b) le numéro de pièce de l'entrepreneur;
- c) le numéro de pièce du fabricant (FÉO);
- d) la quantité recommandée par lieu de livraison;
- e) le prix unitaire;
- f) l'unité de distribution.

4.4.5 **Liste des pièces de rechange pour l'entretien préventif**

L'entrepreneur **doit** fournir une liste des pièces requises pour effectuer l'entretien préventif du système pendant 12 mois. Cette liste doit comprendre :

- a) le nom de l'article;
- b) le numéro de pièce de l'entrepreneur;
- c) le numéro de pièce du fabricant (FÉO);
- d) le code d'approvisionnement OTAN du fabricant d'origine (NCAGE) ou son nom et son adresse;
- e) le numéro de nomenclature OTAN (NNO) (s'il est connu);
- f) la quantité par équipement;
- g) la quantité recommandée;
- h) le prix unitaire; et
- i) l'unité de distribution.

4.4.6 **Liste des pièces de rechange recommandées (LPRR)**

L'entrepreneur **doit** fournir une liste des pièces de rechange jugées nécessaires à l'entretien du véhicule pendant une période de 12 mois excluant toute période de garantie. Cette liste doit comprendre :

- a) le nom de l'article;
- b) le numéro de pièce de l'entrepreneur;
- c) le numéro de pièce du fabricant (FÉO);
- d) le code d'approvisionnement OTAN du fabricant d'origine (NCAGE) ou son nom et son adresse;
- e) le numéro de nomenclature OTAN (NNO) (s'il est connu);
- f) la quantité par équipement;
- g) la quantité recommandée;
- h) le prix unitaire; et
- i) l'unité de distribution.

4.4.7 **Information de catalogage**

- a) Sur demande, l'entrepreneur **doit** fournir à l'AT l'information nécessaire au catalogage des pièces du véhicule.
- b) L'information de catalogage **doit** comprendre le NNO de la pièce, si celui-ci est connu.
- c) Si le NNO est fourni, aucune autre donnée technique à l'appui n'a besoin d'être fournie pour cet article.
- d) Si le NNO n'est pas fourni, l'information **doit** être suffisante pour permettre au RT de déterminer, de classer et de décrire les pièces conformément à une norme de l'OTAN. Ces renseignements peuvent comprendre des spécifications, des normes, des dessins ou des catalogues, ainsi qu'une brève description des dimensions pertinentes, des matériaux et des caractéristiques de rendement physiques, mécaniques et électriques. Les dessins envoyés au RT ne seront pas transmis à d'autres fournisseurs aux fins de production et demeurent la propriété de l'entrepreneur.

4.5 **Rappels de sécurité et données relatives à l'entretien**

- a) Les rappels de sécurité et les bulletins de service technique du fabricant, ou l'**équivalent**, **doivent** être transmis à l'AT et aux lieux de livraison définitifs, de façon continue, pendant toute la durée de vie utile du véhicule ou pendant au moins 10 ans.

4.6 Formation

4.6.1 **Produits livrables liés à la formation** – Le tableau suivant indique les éléments de formation de SLI que l'entrepreneur **doit** fournir, y compris les méthodes prévues de prestation de la formation et les paragraphes de référence.

Élément	Format/su pport	Envoyé à l'AT par courriel pour approbati on	Remarques	Paragraphe de référence
Programme du cours	Numérique	X	-	4.6.2 d) et 4.6.4 d)
Formation sur l'entretien	-	-	Prestation en personne, à l'endroit spécifié dans le contrat	4.6.2
Formation de l'opérateur	-	-	Prestation en personne, à l'endroit spécifié dans le contrat	4.6.4
Certificat d'attestation de formation	Numérique	X	L'AT fournira un modèle.	4.6.2 e) et 4.6.4 e)

4.6.2 Formation sur l'entretien

- a) L'entrepreneur **doit** offrir un cours de formation sur l'entretien.
- b) Le cours **doit** être offert au point de livraison dans les deux langues officielles.
- c) Le cours **doit** durer au moins une journée et former jusqu'à six (6) membres du personnel d'entretien. Les dates définitives des cours doivent être convenues avec l'autorité technique.
- d) Le cours **doit** comporter un sommaire de programme ou de cours et un calendrier, qu'on devra soumettre à une révision sept (7) jours avant la date de début du cours.
- e) À la fin du cours, l'entrepreneur **doit** faire signer une « *ATTESTATION DE COURS D'ENTRETIEN* » par un représentant de l'État pour la destination en question. L'autorité technique fournira ce document sous forme électronique.

4.6.3 Plan de formation sur l'entretien

- a) La formation de l'opérateur décrite au paragraphe 4.6.4 ci-dessous **doit** être comprise dans le programme.
- b) Les mesures de sécurité relatives à l'utilisation et à l'entretien du véhicule **doivent** être comprises dans le programme.

- c) L'entretien préventif (y compris les calendriers d'entretien) **doit** être compris dans le programme.
- d) Le diagnostic des pannes, les essais et les réglages **doivent** être compris dans le programme.
- e) Les outils spéciaux et l'équipement d'essai **doivent** être compris dans le programme.

4.6.4 **Formation de l'opérateur**

- a) L'entrepreneur **doit** donner un cours de formation destiné aux utilisateurs.
- b) Le cours **doit** être offert en anglais et en français au point de livraison.
- c) La formation **doit** avoir une durée d'au moins une journée afin de former jusqu'à six (6) opérateurs. Les dates finales des cours doivent être convenues avec l'autorité technique.
- d) Le cours **doit** comporter un sommaire de programme ou de cours et un calendrier, lesquels doivent être soumis à une révision sept (7) jours avant la date de début du cours.
- e) À la fin du cours, l'entrepreneur **doit** faire signer une « *ATTESTATION DE COURS D'OPÉRATEUR* » par un représentant de la Couronne pour la destination en question. L'autorité technique fournira ce document sous forme électronique.

4.6.5 **Programme de formation des opérateurs**

- a) Les mesures de sécurité qu'on doit observer lors de l'utilisation et de l'entretien du véhicule **doivent** être comprises dans le programme.
- b) Les caractéristiques de fonctionnement du véhicule **doivent** être comprises dans le programme.
- c) Les méthodes d'utilisation du véhicule **doivent** être comprises dans le programme.
- d) Les méthodes préalables à la mise en marche et à l'arrêt **doivent** être comprises dans le programme.
- e) Les méthodes d'entretien quotidien et hebdomadaire des opérateurs **doivent** être comprises dans le programme.

4.6.6 **Documents de formation**

- a) Les documents de formation **doivent** être remis à chaque personne présente (en français lorsque la formation se déroule au Québec).
- b) Les documents de formation **doivent** inclure une liste de sujets à traiter.
- c) Les documents de formation **doivent** inclure un calendrier approximatif indiquant le moment où les sujets seront traités et le temps prévu pour chaque sujet.
- d) Les documents de formation **doivent** énumérer tout matériel de référence.
- e) Les documents de formation **doivent** permettre de consulter tous les ouvrages de référence utilisés.

Annexe C

Tableau de conformité technique

**Véhicule de contrôle sur place des
interventions en cas d'urgences
(CPICU)**

Date:
23-Jul-21

Instructions :

Cette matrice d'évaluation technique couvre les critères techniques obligatoires, doit être fourni par le soumissionnaire pour l'évaluation de la solution proposée à l'exigence précisée dans la description d'achat.

« De l'information substantielle» doit être fournie pour chaque exigence de rendement / spécifications correspondants énoncé dans cette matrice d'évaluation technique.

Si un « équivalent » est offert pour répondre à toute exigence dans la description d'achat, il doit être soumis pour évaluation technique avec des informations substantielles prouvant l'équivalence.

Les soumissionnaires doivent indiquer le nom du document / titre et le numéro de page où se trouvent les informations substantielles pour chacun des critères d'évaluation.

Les définitions de « Équivalent» et « Information substantielle » sont comme suit :

« Information substantielle » - Ceci est défini dans les CCUA A9097T.

« Équivalent » - Produits de remplacement et les solutions de rechange qui sont équivalents en produit, rendement ou une norme sera prises en considération pour l'acceptation par le responsable technique où l'information substantielle prouvant l'équivalence pour le besoin est fournie aux fins d'évaluation.

Tableau de conformité technique
Véhicule de contrôle sur place des interventions en cas d'urgences (CPICU)

Resignement sur le soumissionnaire

Nom du soumissionnaire: _____

Date de la proposition: _____

Marque et modèle proposé: _____

Critères Techniques Obligatoire			
Référence de la DA	Exigence énoncée dans la DA	Exigence prise en compte pour l'évaluation de la soumission	Emplacement dans la proposition
3.1 b)	Acceptabilité auprès de l'industrie b) Le modèle de véhicule doit avoir fait ses preuves au sein de l'industrie en ayant été fabriqué et commercialisé pendant au moins deux (2) ans, ou être fabriqué par une entreprise possédant au moins cinq (5) années d'expérience en conception et en fabrication d'un type d'équipement comparable d'une complexité équivalente ou supérieure.	Le soumissionnaire doit fournir des renseignements sur le client aux fins d'acceptabilité auprès de l'industrie et/ou son expérience, comme il est mentionné dans la description d'achat. Les renseignements sur le client doivent comprendre : - le nom et l'adresse du client; - l'année de fabrication; - la liste de la ou des marques/du ou des modèles.	
3.3.1	Règlementation en matière de sécurité des véhicules c) Le véhicule doit est conforme aux exigences relatives aux interférences électromagnétiques (IEM) présentées dans l'ITFC C-55-040-001/TS-002, Normes et exigences en matière de sécurité des radiofréquences.	Le Soumissionnaire doit fournir une confirmation que le véhicule va être conforme contre l'interférence électromagnétique.	
3.4.3	Dimensions a) Le véhicule doit avoir des dimensions qui sont conformes aux lois en vigueur au Canada.	Le Soumissionnaire doit fournir une confirmation que le véhicule va être conforme contre l'interférence électromagnétique.	
3.12.1	Système de mise à niveau automatique a) Le véhicule doit être fourni avec un système de mise à niveau automatique.	Le Soumissionnaire doit fournir de l'information détaillée.	

3.13	Partie CIPCU		Le Soumissionnaire doit fournir des dessins dimensionnés et annotés de l'intérieur du véhicule, incluant de l'information générale pour les besoins de la soumission.	
3.14.5	Antennes b) La distance entre chaque antenne doit être d'au moins deux (2) mètres.		Le Soumissionnaire doit fournir un dessin dimensionné de la position des antennes.	
3.20	Compatibilité électromagnétique a) Le véhicule doit être compatible du point de vue électromagnétique à l'intérieur de lui-même de manière à respecter les exigences de rendement opérationnel de la plate-forme.		Le Soumissionnaire doit fournir un dessin dimensionné de la position des antennes.	
Proposed Equivalents				
Référence de la DA	Exigence énoncée dans la DA	Exigence prise en compte pour l'évaluation de la soumission	Emplacement dans la proposition	